numéro 4 - mai 2014

50 CENTS

SOMMAIRE

INTERNATIONALE DE L'AUSTÉRITÉ — P.2

À PROPOS DE L'OPÉRATION SANGARIS — P.5

QU'EST-CE QU'UN DRONE? — P.10

CES VOISINS QUI VOUS VEULENT DU BIEN — P.12

DISQUETTE DE L'ECONOMIE — P.16

CONTACTS

badkids@riseup.net

Site internet:
badkids.noblogs.org

Bad Kids peut se trouver un peu n'importe où à Toulouse (marché, bar, métro...). Mais un peu au hasard aussi !
Alors pour être sûr d'en trouver, rendez-vous au Kiosk, 3 rue Escoussière à Arnaud Bernard.

Ce journal étant financé par des RSA et des salaires de smicards, vous pouvez nous aider financièrement à la parution du prochain numéro Ça fera zizir!

POUR LE SACCAGE DU MONDE CAPITALISTE

L'INTERNATIONALE DE L'AUSTÉRITÉ

LE TRAVAIL GRATUIT ENTRE AUTRES PISTES CAPITALISTES

Dans la dynamique générale de casse sociale, et de durcissement des conditions de vie des prolétaires, les Etats sont là où on les attend, du côté du manche. Le *workfare,* principal modèle de travail gratuit, est assez simple à expliquer : il s'agit de conditionner le fait de toucher des aides de l'Etat à un travail dévalorisé et, de fait, obligatoire. Il marque la rupture avec les politiques « sociales » des Etats. Du *workfare* au travail d'intérêt général, la différence est mince, et un même objectif à court terme se dégage : tenir en respect une partie importante du prolétariat, celle qui n'est pas stabilisée dans l'emploi. Ce qui est un biais pour s'attaquer aux salaires directs et indirects, ce dont les capitalistes occidentaux ont besoin pour augmenter leur taux de profit. L'état actuel du rapport de force leur semble favorable mais y a toujours un mais...

Le développement du *workfare*[1] au moment de l'austérité

Quand nous parlons du *workfare*, nous parlons de dispositifs économiques qui ont cours essentiellement dans les pays dits « riches » qui ont eu dans leur histoire un système d'aide sociale développé[2] avec lequel les politiques libérales ont successivement rompu depuis la fin des années 90. Les contraintes renforcées qu'impliquent les dispositifs de *workfare* ont institué une politique « d'anti-assistance » envers les plus pauvres. Tout un discours accompagne en général ces réformes avec pour socle le rejet de « l'assistanat ».

Intervenu aux États-*Unis* dans les années 70, les premiers programmes du *workfare* existaient à titre expérimental par les États qui se partageaient la distribution de l'aide sociale avec l'État fédéral. Le *workfare* est vraiment mis en place, à grande échelle, aux States en 1996 avec la loi dite « sur la responsabilité individuelle et le travail », qui, en officialisant la restructuration en profondeur de l'aide sociale, a durci les conditions pour y accéder. En agitant le prétexte de vouloir briser la dépendance aux aides, cette réforme a institué le travail gratuit comme « obligation civique » et laissé sur le carreau des dizaines de milliers de familles qui ne survivaient que grace à ces aides. La loi en question est en fait un programme de disciplinarisation des populations les plus pauvres à coup de salaires misérables. Sachant que pour les autres, les récalcitrants ou ceux simplement « en trop », il y aura toujours les prisons.

Avant la mise en place de ces programmes, les prétextes avancés se ressemblent souvent. Les États doivent « réduire les déficits », éponger leurs dettes, faire des coupes dans ce qu'ils ont à leur charge. En plus de réduire les effectifs des fonctionnaires en ne remplaçant pas ceux qui partent à la retraite, s'attaquer globalement au salaire indirect en réformant les allocations (chômage, sécu, minimum vieillesse) est une des préconisations des instances économiques (comme l'OCDE) quant bien même cela représente une manne financière très relative. L'État doit avoir le moins de dépenses possibles, celles à destination des chômeurs sont jugées à terme inutiles. Et c'est bien souvent que ces réformes sont présentées aux gens comme indispensables et courageuses par les dirigeants politiques.

Un des enjeux principaux des années à venir pour la bourgeoisie est bel et bien de s'attaquer en profondeur au salaire indirect[3]. La mise en place d'une politique de rigueur passe en partie par là. En France, l'État s'y est déjà attaqué, partiellement et en plusieurs fois, avec la succession de réformes des retraites en allongeant le temps de cotisation, donc de travail de 37,5 à 42 ans ces dix dernières années. Il a aussi progressivement ouvert un front contre les chômeurs.

Développant l'idée absurde du bien-être par le travail (« welfare to work »), l'art de la bourgeoisie est de faire passer que ce serait presque pour le bien des chômeurs qu'on les force à travailler pour pas cher. En France, les temps imposent un discours légèrement plus franc que par le passé, contre l'assistanat et les éternels poncifs à propos de « ces chômeurs qui vivent mieux que les gens qui travaillent ». D'autant qu'ailleurs les modèles existent et sont souvent cités en exemple. Dans la période actuelle de crise économique rendre l'accès aux allocations de plus en plus restrictif et contraignant présente le double intérêt de pouvoir faire travailler pour trois fois rien une partie des bénéficiaires et de mettre sur la touche ceux qui ne remplissent pas les conditions. Aux États-*Unis*, les programmes du *workfare* mis en place « ont eu pour résultat une baisse significative des bénéficiaires du welfare »[4]. C'est toujours ça de bénef pour l'État.

1- Pour ce qui est relatif au workfare, il est peut toujours être utile de consulter l'article « Le workfare, ou l'art de nous forcer à bosser pour ne pas perdre les allocs » sur le site www.tantquil.net, dans lequel est mis en avant l'aspect « travail gratuit obligatoire » qu'on peut distinguer de l'autre forme de travail gratuit, « volontaire », qu'est le bénévolat.

2- On passera rapidement sur l'ambiguité de la défense de ce type de système qui est avant-tout nécessaire à la bourgeoisie, canaliser la faim des gens (programme du CNR dans une optique de relance économique après-guerre...) Depuis les années 90 le mouvement social s'étouffe à défendre symboliquement ces acquis en les laissant finalement filer bouts par bouts.

3- Part de notre salaire qui nous a été prélevée sous la forme de cotisations, qu'on n'a donc jamais perçue et qui alimente les différentes caisses qui gèrent la sécurité sociale, la CAF, les retraites et l'assurance-chômage. Voir « Qu'est-ce que c'est le salaire indirect ? » sur le site de Tantquil.

4- Source : Les notes de l'IES – nov/déc 2009 – n°8 : « Le workfare : Néolibéralisme et contrats de travail aux États-Unis ».

Du taf gratuit, ça se trouve plus facilement ! Tour d'horizon international.

[avant 1995] la ville de New-York, se posant en avant-garde du workfare, avait institué un programme réalisant pleinement les deux objectifs qui motivaient les réformes de l'aide sociale depuis leurs débuts : d'une part, évincer de nombreux bénéficiaires de l'aide sociale et, d'autre part, accroître la disponibilité des travailleurs dans des conditions d'emploi les plus flexibles possibles et aux salaires les plus bas possibles.

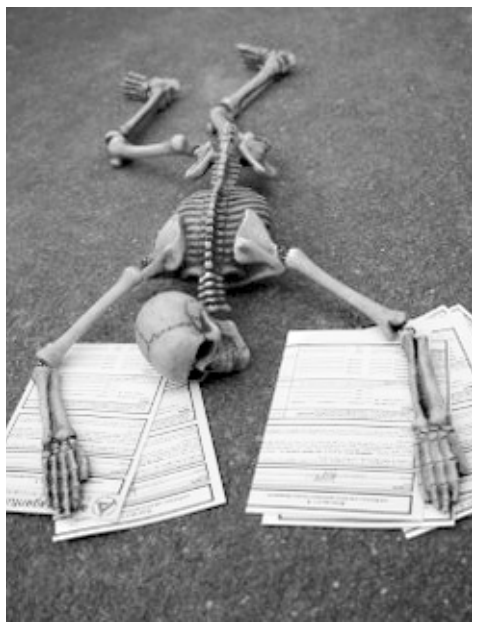
Institut Européen du Salariat - 2009

Aux États-Unis, avec la mise en place du *workfare*, les États travaillent sérieusement à limiter le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale. En effet, l'État fédéral leur verse un pécule annuel qu'ils ont à charge de redistribuer et dont ils peuvent, avec quelques limites, conserver le reliquat le cas échéant. Ils doivent aussi payer des pénalités à l'État fédéral s'ils n'arrivent pas à placer un certain pourcentage des bénéficiaires dans les activités de travail gratuit. Cette réforme de 1996 indiquait aussi qu'on ne pouvait cumuler plus de 5 ans d'aide sociale par individu et que celle-ci serait automatiquement retirée à toute personne condamnée par la justice. Les mères célibataires mineures qui refuseraient de reprendre leur scolarité tout comme les immigrés « légaux » tant qu'ils n'ont pas été naturalisés n'y ont de fait pas ou plus droit. Ces quelques lignes suffisent à exprimer le caractère offensif de l'instauration de ces parts de travail gratuit destinées aux plus pauvres. Alors que le système de l'aide sociale était déjà en soi criticable en tant de modèle de « mise sous perfusion » de la frange la plus démunie du prolétariat, dont les États gèraient savamment les dosages, le *workfare* arrive avec un message nouveau : « il y aura moins de miettes et si vous les voulez toujours, faudra taffer gratuit ».

La propagation de la crise en Europe depuis 2008 a servi de base de lancement à plusieurs réformes qu'on classera comme des avatars du *workfare*. L'Angleterre a lancé ce type de programme en 2011. A chaque fois conformément à la ligne, une population particulièrement vulnérable est ciblée, il s'agit souvent des chômeurs, mais aussi des jeunes sans qualifications. Ainsi, les chômeurs anglais longue durée (plus de deux ans) se sont vus contraints d'aller travailler 30h par semaine, gratuitement, pour des firmes privées comme Tesco par exemple pour pouvoir conserver leurs 280 euros d'allocations. Ces programmes sont toujours mis en place avec la double ambition économique et disciplinaire d'une main-d'oeuvre gratuite qu'on prétend domestiquer par le travail. Évidemment, même le travail gratuit est limité en place et certains chômeurs peuvent encore espérer y échapper. Mais la palette du marché de l'emploi anglais est diversifiée et on y trouve depuis une dizaine d'année ce qu'on appelle les « contrats zéro heure », crème de la flexibilité en matière de contrat de travail[5].

Flexibiliser les contrats de travail va de paire avec l'objectif de baisser le coût du travail. Assouplir les conditions d'exploitation est une revendication patronale récurrente[6].

En Allemagne, la réforme Hartz IV que nous avons évoqué dans le précédent numéro du journal déroge légèrement au système de travail gratuit forcé, avec le travail « presque-gratuit-forcé». La mise en place des « jobs à 1 euro » rentre dans la logique globale du *workfare* en cela qu'elle contraint les chômeurs à accepter ces offres sous-payées sous peine de perdre leurs allocs. Effectivement les chômeurs qui y répondent favorablement sont symboliquement « dédommagés » en complément de leur chômage, mais ce qui à première vue semble moins pire que le travail gratuit, est en réalité un vaste marché parallèle de l'emploi qui nivèle par le bas les conditions salariales des ouvriers et accroît la concurrence entre les travailleurs à l'échelle locale (ce qui est nommé « dumping salarial » pour pas qu'on comprenne). Une entreprise réussie de baisse radicale du coût du travail.



En France, l'hypothèse d'une mise en place du *workfare* ne repose pas sur une réforme brutale, mais est le fruit d'un processus qui a déjà commencé. Pas besoin que Laurent Wauquiez ne le préconise ouvertement aux bénéficiaires du RSA, pour que la porte au travail gratuit n'ait pas déjà été ouverte. Les modèles anglais et américains donnent effectivement une idée de ce qui attend chômeurs et bénéficiaires des minimas sociaux. Toujours est-il que les dispositifs « d'activation » sont globalement déjà mis en place à l'encontre des chômeurs et RSAstes. L'obligation de se rendre à des formations bidons et à des entretiens réguliers sous peine de se faire radier de Pôle Emploi en fait partie, tout comme le fait de couper les aides aux RSAstes qui refusent 3 offres d'emploi consécutives[7].

Et puis, avec les récents accords ANI (sorte de flexisécurité « jambon-beurre ») qui laissent le soin aux entreprises de négocier directement et localement les nouvelles conditions d'exploitation, c'est comme si le terrain avait été préparé pour l'instauration de parts de travail gratuits directement dans les boîtes. Ça ne s'est d'ailleurs pas fait attendre, à peine les accords signés que des boîtes négociaient déjà avec les syndicats locaux pour « sauvegarder l'emploi ». C'est donc plusieurs entreprises qui ont fait signer à leurs salariés ces accords pouvant porter sur plusieurs points comme par exemple un calcul à la baisse des primes, ou encore le renoncement à ses journées de RTT. En gros, on fait cadeau de journées travaillées qu'on devait récupérer, en d'autres termes on a bossé gratuit. Mais bon, comme le délégué CGT de Behr-France (signataire des accords) l'assure : « ce que veulent les salariés, c'est garder leur emploi, quitte à perdre quelques acquis ».

Enfin, une variante du *workfare* existe aussi dans des pays moins riches. Ces dernières années la Hongrie s'est souvent distinguée par ses mesures radicalement anti-pauvres. Après avoir divisé par 3 la durée d'indemnisation des chômeurs (de 270 à 90 jours), en 2011 le gouvernement Orban a fait passer une de ses promesses électorales : le travail gratuit des chômeurs[8]. Une mesure qui promettait de s'étendre à environ 300 000 personnes, grâce à laquelle le gouvernement prévoit de faire une économie de 37 millions d'euros sur les allocs versées auparavant. Sur certains chantiers ce taf gratuit et obligatoire, prend le tour de véritables camps de travail, avec des logements collectifs dans des contenairs aménagés, le tout sous la surveillance de condés !

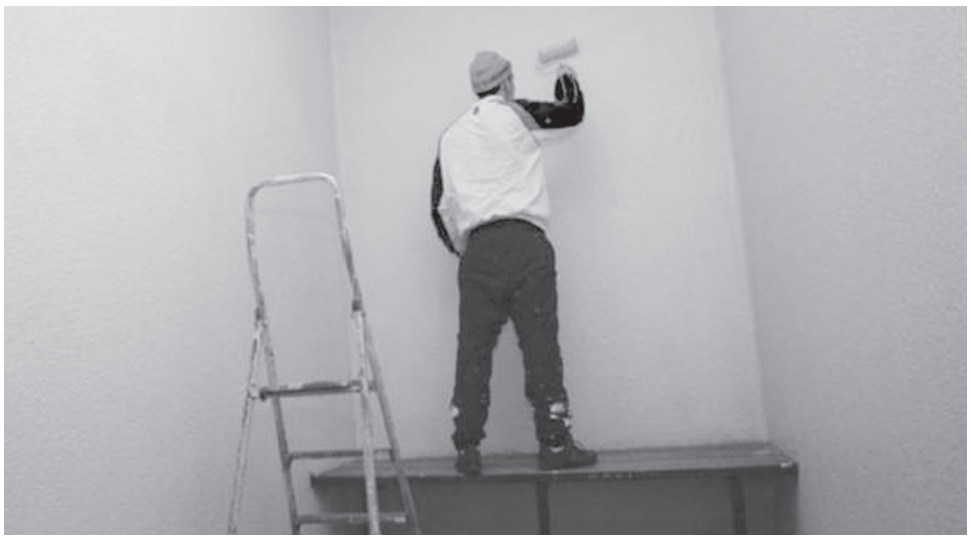
5- Il s'agit de contrats les plus souples possibles, où les salariés ne travaillent qu'en fonction des besoins des patrons et ne sont payés qu'en conséquence. Ce type de contrat exige une disponibilité sans limite A titre d'exemple MacDo rémunère près de 80% de ses employés ainsi et RyanAir près de 70% ! Près d'un million d'anglais travailleraient sous ce type de contrat. Les patrons anglais le défendent évidemment, arguant qu'il a permis de stabiliser le taux de chômage autour de 8%. Fabuleux...

6- Faute de place nous n'aborderons pas ici le cas particuliers des pays scandinaves et de la « flexisécurité ». Inspirée des modèles danois ou suèdois, elle est régulièrement vanté comme un système moderne, basé sur le compromis de classe et surtout sur une grande mobilité des travailleurs (en moyenne 30% changent de boulot dans l'année et 25 % connaissent de courtes périodes chômage).

7- Des réformes comme la création de l'instance unique Pôle Emploi ou encore le passage du RMI au RSA peuvent sembler anodines, mais elles ont clairement resserré le flicage des chômeurs, en mettant en place un « accompagnement » oppressant dans la recherche d'emploi.

8- La destination de cette main d'oeuvre gratuite sont les services de l'état, dans les travaux publics, mais aussi le nettoyage de gares et les assos religieuses. Dans tous les cas, ce travail obligatoire peut aller jusqu'à se trouver à la distance tolérable de 3h de route du domicile du chômeur !

Le marché du TIG : un bon gros « Nique sa mère la réinsertion ! »



Notre peine quotidienne. Non pas que le travail n'avait jamais été considéré jusque-là comme le moyen d'éxécuter une peine ou, selon l'expression, de « payer sa dette à la société ». Le bagne et les galères[1] sont les épouvantails historiques, et les modèles archaïques de recours gratuit à la main-d'oeuvre prisonnière. Ce que les démocraties ont plus tard recouvert de leur vernis humaniste. Nos délits ont donc des équivalents en horaires de travail, et ainsi on rembourse notre dette. Mais le travail, gratuit ou pas, n'est pas qu'une «production » ou encore moins qu'un simple « don d'énergie ». C'est aussi du temps nécessaire qu'on nous vole. L'exploitation a une béquille : l'aliénation. La justice n'est pas dupe, et dans une sorte d'équation judiciaire, le procureur Puechmaille, une proc comme il en existe des centaines, interrogée dans un journal régional, met en avant d'autres vertues du TIG : « Avec le TIG, nous partons du principe que lorsqu'on est occupé et fatigué, on a normalement moins le temps et l'envie de commettre des actes de délinquance ». Payer sa dette, mais évidemment pas que...

Esthétique de l'intérêt général. « L'intérêt général » est peut-être une notion floue, mais elle est fixée par le droit. Cela en fait un alibi pratique et généreux de l'État qui au nom de cet intérêt supérieur fait raquer les pauvres, en tous cas ceux que la justice condamne en les faisant taffer gratuitement. C'est ce qui s'appelle d'ailleurs le travail d'intérêt général, « TIG » en plus court. Quand il est mis en place en 1984, inspiré de pays comme l'Angleterre, on le présente comme une mesure alternative à l'enfermement. Mais comme souvent quand le ministère de la Justice a des idées alternatives c'est que les prisons sont surpeuplées.
C'est vraiment dans les années 90 que le recours au TIG s'intensifie dans les tribunaux et que se banalise ce type de condamnation particulière : le travail gratuit et ingrat pour les sous-services de l'État ou quelque association dégueulasse. Comme la Croix-Rouge par exemple, qui se gave de ces condamnés qu'on met à son service pour une plage allant de 20 à 210 heures. L'asso ou le service de l'État qui s'occupe de la personne en TIG joue pleinement son rôle de supplétif de la Justice en étant en contact avec le juge d'application des peines (JAP) faisant remonter les moindres manquements, indiscipline et absentéisme en particulier...

La rééducation par l'humanitaire. En plus d'une tâche effectuée gratos, il y a aussi toute la portée morale conférée au travail d'intérêt général, présenté comme un travail « réparateur » pour ne pas dire « rédempteur ». Le procureur Puechmaille confie d'ailleurs : « Entrée en fonction en 1985, j'ai pu suivre toute l'évolution de cette peine pour laquelle il y avait au départ beaucoup de réticence, car cela renvoyait au bagne. Il a fallu dépasser cette dimension et retenir plutôt l'idée d'une peine qui permette de réparer une faute sociale par un don d'énergie. » C'est aussi dans cet esprit que le TIG ne s'effectue qu'au service de l'État, des collectivités ou de l'humanitaire et pas pour des boîtes privées[2]. Cette idée d'un boulot qu'on fait pour d'autres, pour la collectivité justifierait quelque part sa gratuité. D'autant que dans les assos, les condamnés cotoient souvent d'autres gens qui y bossent gratos : les bénévoles, qui font office de « bonnes consciences » des délinquants tigistes.

La Justice en fournisseurs de travailleurs gratuits. La récente réforme pénale de Taubira prévoit la mise en place de peines de probation (pour les délits dont la peine maximale est inférieure à 5 ans). Celles-ci prévoient de remplacer le recours à la détention pour ces délits mineurs par une généralisation du travail d'intérêt général. Ces peines de probation (appelées « contraintes pénales ») vont avoir pour effet de mettre gratuitement au boulot des dizaines de milliers de condamnés. Les mythes sur le laxisme de Taubira, ça va bien deux minutes, surtout quand on sait qu'est toujours prévue la construction de 7 000 places supplémentaires dans les taules françaises. C'est juste parce que l'heure est à la réduction des coûts, que la ministre envisage de désengorger les prisons, sans perdre de vue l'impact économique intéressant pour l'État qu'aura une généralisation du TIG.

Grève des TIG bordel ! En conclusion, précisons que lors d'un procès en correctionnelle le TIG est une condamnation qui nous est « proposée », ce qui signifie qu'on a le droit de le refuser. Dans ce cas il faut seulement savoir qu'on s'expose aux autres types de peine: amendes, prison avec sursis et moins fréquemment prison ferme. Ça aussi faut le savoir, la Justice n'aime pas trop qu'on refuse ses mains tendues, elle a un côté susceptible.

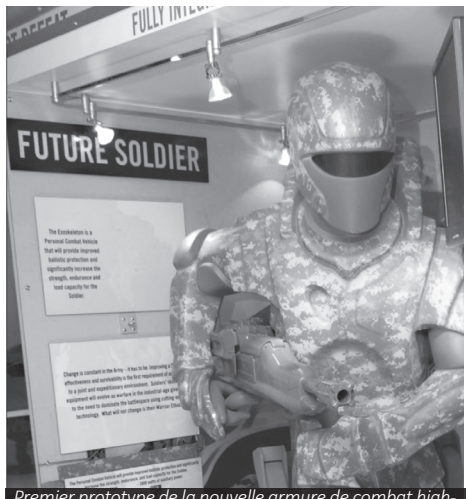
1- Sous Louis XIV avec le système des galères, les prisonniers étaient utilisés comme rameurs sur les galères royales, ce qui en faisait un système pénitenciaire d'envergure qui a surtout été utilisé pour enfermer et réprimer les protestants. C'est avec le bagne, qui est la continuité des galères, que s'affirme l'aspect économique. Rattachés aux arsenaux de la Marine, les bagnes étaient utilisés, dans une optique de réduction des coûts et des dépenses, pour la construction des voiliers. Après avoir été déplacés dans les colonies au XIX ème siècle, les bagnes ont été définitivement supprimés en 1945.
2- Peut-être pas de TIG au service du privé, mais pas moins de 10 000 détenus sont « confiés » par l'Administration Pénitentiaire à des entreprises comme Renault, Yves Rocher, Loréal pour ne citer qu'elles. Tout ça pour environ 3 euros bruts de l'heure, histoire de pas rembourser trop vite leur « dette à la société » et d'alimenter à flux tendu les fonds d'indemnisation des victimes.

Austérité et maintien de l'ordre : ça s'organise en face !

L'austérité représente ce large front d'attaques sociales et économiques sur nos tronches, ça on l'a déjà dit. Ce dont on a moins parlé c'est des précautions que prend la bourgeoisie internationale dans cette histoire d'abaissement général du coût du travail. En gros ils sont pas cons, ils savent pertinemment que toutes les personnes qu'ils envoient un peu plus dans la misère chaque jour ne vont pas tous accepter leur sort sans broncher, ou se suicider. Il va y avoir des luttes, des émeutes, des tentatives désespérées et peut-être même (espérons-le) une possibilité révolutionnaire. D'ailleurs c'est déjà le cas... en gros c'est ce qu'on appelle la lutte des classes quoi !

Bien mais les bourges, même ceux qui ont mauvaise conscience, ont quand même comme principal but de rester des bourges, c'est-à-dire de sauver un système qui leurs rapporte toujours plus de thunes ! Donc ils s'organisent pour niquer (« proprement » comme on va le voir) les prolos un peu trop énervés. Deux exemples récents sont révélateurs de cette volonté, même si au final la tendance est générale et se retrouve dans tous les pays.

Entre 2012 et 2013 l'Espagne a augmenté son budget lié à l'achat de « matériel et équipements spécifiques anti-émeute de protection et de défense » de près de 1900%. Dans les faits le budget est passé de 173 670 € en 2012 à 3,26 millions en 2013. Pour 2016, le projet d'investissement va dépasser dix millions d'euros... Et puis surtout, le lobby des keufs poussant bien derrière, ils veulent du high-tech ! En plus de l'arsenal habituel on parle de l'acquisition de fusils laser (qui causent la cécité temporaire ou permanente), de canons sonores (testés à des manifestations aux États-Unis) et des armes à micro-ondes qui provoquent des brûlures et des douleurs. On compte également des armes qui semblent sortir de la science-fiction comme des armes électromagnétiques et des lanceurs de mousse afin d'immobiliser les gens. D'ailleurs ils ont pas mis longtemps à se servir de tout ça (armes à ultrasons lors d'une manif à Barcelone en soutien aux habitants en lutte à Burgos, voir Class N' Casse sur le sujet). On assiste à un double processus : militarisation et privatisation des forces de sécurité. Car ces achats, bien sur, font tourner à plein régime les industries de la sécurité qui sont en plein boom économique dans bon nombre de pays. Et comme en parallèle ils doivent faire des économies, ils n'augmentent pas le nombre de fonctionnaires (ils ont plutôt tendance à le baisser ce qui provoque



Premier prototype de la nouvelle armure de combat high-tech Talos (Tactical Assault Light Operator Suit) dont la mise en service sur le terrain est prévue pour août 2018. Sont prévus une protection pare-balles totale, un système d'exosquelette permettant le port de charges lourdes sans effort ainsi que la présence de nombreux capteurs pour déterminer les blessures du porteur. Robocop n'est plus de la SF.

même des mouvements chez les keufs) et ont recours de plus en plus à des boîtes privées comme « Prosegur » (les types en jaune qu'on peut admirer aussi en France dans beaucoup de magasins). L'exemple ukrainien est lui beaucoup moins dans la fioriture. En gros là on parle pas d'une gestion en amont mais bien d'une réponse directe face aux événements qui en ce début d'année ont foutu un beau bordel politique et économique, l'économie ukrainienne tournant au ralentit (on fera pas ici d'analyse politique de ce mouvement, c'est pas le propos). Le 17 Janvier le parlement ukrainien commence à flipper et fait voter un ensemble de lois répressives qui ciblent spécifiquement le contenu de la lutte en cours des opposants. C'est par exemple l'instauration de peines automatiques de prison : 15 jours pour celui ou celle qui met une tente dans la rue, 5 à 10 ans si t'occupes un bâtiment administratif, 6 ans pour bloquer une route, 10 à 15 ans pour la participation à une émeute... le tout pouvant évidemment s'additionner ! En gros instaurer un cadre légal pour mater la rébellion, même si la manière de faire est trop cramée...
Ce ne sont bien entendu que deux exemples d'une tendance générale. La France, qui vend toujours ses services à l'étranger en matière de maintien de l'ordre, n'est pas en reste. Après la généralisation du flashball et du taser on parle très sérieusement des armes à ultrason, des « micro-ondes » paralysants, des drones furtifs et armés[1], des fusils marqueurs d'ADN...

Bon mais on dit pas tout ça pour se faire flipper. L'avantage des armes et de la technologie ils l'ont, c'est certain, mais les pauvres savent se montrer créatifs[2], d'autant plus lorsqu'il s'agit de récupérer les armes de l'ennemi pour son propre compte...

1- Voir à ce sujet l'article « Qu'est-ce qu'un drone » dans la suite du journal.
2- À Athènes, en Turquie ou encore en Syrie... Partout où des insurgés se battent on voit apparaître des créations originales : lance-pierre géant, lasers aveuglants, catapultes, grappins... en plus des habituels pavés et cocktails Molotov dont l'utilité n'est plus à démontrer !

À PROPOS DE L'OPÉRATION SANGARIS

«Donc, puisqu'un Prince est obligé de savoir imiter les bêtes en temps et lieu, il doit surtout prendre pour modèles le Lion et le Renard : le Lion ne sait pas éviter les filets ; le Renard ne peut se défendre contre les Loups. Il faut donc être Renard pour découvrir les pièges, et Lion pour se défaire des Loups. Ceux qui se contentent d'être Lions, manquent d'intelligence.»
Nicolas Machiavel, 1532.

«Moi président, je romprai avec la françafrique»
François Hollande, 2012.

Un militarisme décompléxé

Depuis quelques années, les présidents français, de droite comme de gauche, ont assumé, à plusieurs reprises leur statut de chef de guerre. Galvanisés par la nouvelle architecture internationale de la lutte contre le terrorisme menée par Bush en 2001, les administrateurs de l'impérialisme hexagonal aiguisent leurs appétits sur les sous-sols africains. Ils perpétuent une tradition d'ingérences économiques, politiques et militaires sur le continent noir.
Hier, avec l'intervention au Mali, et aujourd'hui avec l'intervention en Centrafrique, il est évident que le président socialiste Hollande n'opère aucune rupture avec les politiques menées par son prédécesseur Sarkozy (Libye, Côte d'Ivoire..) comme tout président de la Vème République. Ce qui nous fait rappeler qu'en matière de politique africaine, le consensus de l'intelligentsia politique, économique et militaire règne dans le plus grand silence et/ou dans la plus grande machine de désinformation.
À l'heure des commémorations du vingtième anniversaire du génocide rwandais[0], il est toujours temps de rappeler ce que sont les relations entre la France et son pré-carré africain au sein d'un capitalisme international en crise.

0- «Commémorations au Rwanda: Kagamé attaque la France», Libération.fr, le 07/04/14.Tension diplomatique entre Kigali et Paris lors des commémorations. La France n'a pas envoyé de représentant officiel.... Paul Kagamé,président du Rwanda est revenu sur la responsabilité de l'État français dans ce génocide (armement des milices Hutus génocidaires, protection des planificateurs du génocide, couverture de leur fuite etc.).

CLASS N' CASSE

Au grand dam de Nantes

« Sous les pavés de Nantes,
landilililand,
landilandilandililililand,
sous les pavés de Nantes,
Vinci s'est assommé,
Vinci s'est assommé... »

Désormais la traque est lancée, déjà un camarade enfermé pour un an*, mais quel éclat !
À Nantes, si les technocrates de Vinci et de la municipalité cherchent à rentabiliser la campagne à grand coup de kérosène, les bouseux de Notre-Dame-Des-Landes savent ensauvager la civilisation pour défendre leur tritons (symboles écologiques d'un mécontentement plus large), et le soutien est massif. Le 22 Février, 20 à 60000 personnes envahissent le centre-ville bourgeois du Ayrault bientôt déchu. Disparate mais cohésive, la manifestation de zadistes, artistouilles, encapuchonnés, et autres badauds opposés à l'aéroport fait monter l'ambiance sur le parcours quadrillé, peinturlurant les CRS postés à chaque coin de rue sous une entraînante mélodie de pétards flamboyants. Barrant le chemin commercial qu'ils souhaitent protéger, les agents de l'ordre n'avait certainement pas prévu l'embrasement d'un commissariat ou de divers chantiers de Vinci et la cueillette aux pavés, jetée en bouquets aux agents de l'ordre. Poétique bordel dans lequel les manifestants surent rester solidaires et festifs, entre pluie de projectiles contre lacrymogène, canons à eau et flashball, protégés par les 500 tracteurs des paysans locaux et les barricades improvisées. Ensembles et présents à chacun selon son savoir-faire, au milieu des champs de bataille pouvait résonner l'accordéon d'un papy toussant encore les gaz ou vrombir le destrier d'un ado enthousiasmé.
Bilan, 8 blessés parmi les condés, peut mieux faire, mais faut dire qu'ils étaient bien planqués derrière leurs grilles. Bien vivante, la plage sous les pavés de Nantes aura pris une belle chaleur émeutière que les urbanistes, capitalistes, et sbires de Vinci n'auront pas pu cette fois ensevelir de leurs projets mortifères.

* Pour soutien financier et autre à ce camarade et aux autres écrire à soutien.enguerrand@riseup.net ou (pour lui) particulièrement à «Delanous Enguerrand Ecrou 59694 Rue de la Mainguais BP 71636 44316 Nantes CEDEX 3 »

Néocolonialisme et capital en Afrique : un système de prédation économique et militaire

Il est déjà loin le vœu pieux du changement imminent prôné par François Hollande lors de sa campagne présidentielle. Inutile de revenir sur une certaine forme de crédulité de l'électorat socialiste... Comme l'affirmait, déjà à l'époque Jacques Chirac, «les promesses n'engagent que ceux qui y croient». Les promesses d'en finir avec une «machine de guerre» appelée «Françafrique».
Disons que c'est un système [néo] colonial de prédation économique et militaire mis en place par des technocrates et des administrateurs de l'économie française pour contrecarrer les luttes d'émancipation en Afrique. La «Françafrique» maintient des relations privilégiées car alimentées par une histoire commune entre les chefs d'États africains des anciennes colonies et les différents pensionnaires de l'Élysée. Ce sont des relations d'ordre stratégique à tous points de vues : diplomatiques, économiques, politiques, militaires, culturelles et cultuelles (présence chrétienne importante) qui par le biais des puissances multinationales, garantissent à la France une large indépendance énergétique grâce à un accès aux ressources dites stratégiques (métaux précieux, pétrole, etc.)

« Plus d'une cinquantaine d'interventions militaires directes depuis les années 50/60 »

Ce système de dépendance, issu de la période coloniale, fut caractérisé par une économie basée sur l'exploitation d'une main d'œuvre corvéable à souhait (facilitée par le code de l'indigénat et le système des travaux forcés) ainsi que sur la commercialisation et l'exportation des matières premières des compagnies d'extraction pour les industries de transformation des pays capitalistes du nord. Depuis les indépendances, cette exploitation a changé de forme: elle se maintient grâce à des relais locaux (tels des préfets coloniaux...) incarnés par des régimes ultras corrompus, autoritaires et dictatoriaux ayant le soutien de Paris. Ces régimes sont de redoutables contre-feux à toute forme de lutte et de dissidence (politique, syndicale, associative, communautés de luttes paysannes etc...) menée par le prolétariat africain en vue de préserver les profits des capitalistes de l'hexagone.
Il est toujours bon de rappeler quelques chiffres matérialisant cette emprise des intérêts français sur le continent africain. En 2011, la France a investi 4 milliards d'euros en Afrique, ce qui représente a peu près 7 % de ses investissements directs à l'étranger. De plus, selon le CIAN (Conseil français des investissements en Afrique) qui représente environ 75 % de l'implantation française en Afrique, la présence française c'est plus de 1000 établissements, 80000 collaborateurs sur le continent et près de 40 milliards d'euros de chiffres d'affaires l'an dernier. Le conseil est composé de grands groupes économiques français tels que la BNP, la Société Générale (banques), le Groupe Bolloré (bois, énergie, transports, logistique, médias etc.), Lafarge (ciment), Vinci (aménagement, urbanisme, gestion des déchets, etc), Total (pétrole), Alstom (Chemin de fers), EDF-GDF et AREVA (gaz, réseaux hydroélectriques, nucléaire), Orange et Bouygues (télécommunications, internet), la Compagnie fruitière (fruits exotiques), CFAO (Compagnie française d'Afrique Occidentale) spécialisée dans la distribution d'automobiles, de produits pharmaceutiques. Bref toute une kyrielle de pontes du CAC40[1].
L'exemple du Cameroun est parlant, pays dont le président Paul Biya, accroché au pouvoir sans discontinuité depuis 1982, est devenu, depuis la mort du feu dictateur Omar Bongo en 2009, le doyen discret de la «Françafrique»[2].
Par ailleurs, il y a une importante présence militaire en Afrique ; facilitée par la signature d'accords de défense, datant des années 60, toujours en vigueur, renouvelés au gré des visées impérialistes. Ainsi, la France, auréolée de son statut de membre permanent du conseil de sécurité de l'ONU, est une véritable force de police internationale en Afrique: c'est plus d'une cinquantaine d'interventions militaires directes depuis les années 50/60 et une présence de 5.000 soldats sur le continent (voir cartes). Une présence qui ira grandissante eu égard au vote de la nouvelle loi de programmation militaire (2014-2019) qui prévoit une augmentation des effectifs pour les opérations spéciales extérieures et des moyens de surveillance par les services de renseignements[3].

1- «Les intérêts français en Afrique», Afriqueexpansion.com, le 23/10/13.
2- Selon les services diplomatiques officiels (http://www.diplomatie.gouv.fr/) «La France reste le premier fournisseur hors pétrole du Cameroun devant la Chine. Le Cameroun est notre deuxième client (derrière le Gabon) et deuxième fournisseur (derrière le Congo) en Afrique centrale et se révèle un partenaire significatif pour les importations françaises de certains produits (fruits tropicaux, aluminium, bois et pétrole). Le solde commercial France-Cameroun en 2012 a présenté un excédent de 455M€. Les exportations françaises ont progressé (+6%) à 672 M€; elles sont constituées de produits agricoles (98 M EUR), de produits pharmaceutiques (96 M EUR), de machines industrielles (96 M EUR) et de produits des industries agroalimentaires (79 M EUR). Les importations françaises (217 M EUR), constituées de pétrole, bananes, cacao, aluminium et bois, sont en baisse de 25,9% en raison de la mauvaise conjoncture française qui se traduit par une réduction des importations de cacao (-18,2%) et d'aluminium (-57%)...»
3- «Adoption de la loi controversé de programmation militaire», Lemonde.fr, le 10/12/13.

«New scramble of Africa*», une recompositiongéo-stratégique

Depuis quelques années, des puissances économiques rivalisent avec la France en Afrique. À commencer par les États-Unis ou la Chine mais aussi par certains pays émergents (Afrique du Sud, Brésil, Inde, Turquie, etc.) qui affichent leurs intérêts pour le marché africain (télécommunications, constructions, transferts de technologies, etc.). Les chiffres parlent d'eux-mêmes et inquiètent. Nicole Bricq, alors ministre au Commerce Extérieur, s'explique: « Notre part de marché diminue nettement dans les pays d'Afrique francophone, où elle a été divisée par deux en vingt ans, passant de 31 % à 13 % en Côte d'Ivoire, ou encore de 36 % à 14 % au Cameroun, par exemple »[4].

« Les élites de l'hexagone ne cessent de pondre des rapports sur le futur rôle que pourrait jouer l'Afrique »

Cette rivalité ne date pas d'hier et s'est accrue depuis ; notamment après la reconversion de la Chine, passant du communisme bureaucratique à « l'économie socialiste de marché», de la chute du mur de Berlin et de l'implosion de l'empire soviétique.

En effet, à l'orée des années 1980, une nouvelle période commence pour les États africains. Le FMI (Fonds Monétaire International) et la Banque Mondiale imposent des plans d'ajustements structurels dans le but, d'après leurs dires, de réduire la dette contractée par les États, du fait, principalement, de l'effondrement des prix des matières premières (principaux biens d'exportation des pays africains) sur les marchés internationaux. Ces politiques préconisent la libéralisation rapide de pans entiers des économies de pays jeunes (indépendances datant des années 60/70 voire 80 pour certains...) dépendants des ex-métropoles coloniales et structurellement fragiles. Elles ont conduit à un appauvrissement très rapide de larges franges de la population. Celles-ci se sont alors révoltées contre leurs gouvernements dominés par des partis uniques : l'Afrique de la fin des années 80 et début des années 90, connaît alors de puissants mouvements de révoltes populaires (Algérie, Côte d'Ivoire, Cameroun, etc..). Ces partis uniques, au pouvoir depuis les indépendances, donnèrent alors des gages de bonne volonté en matière de «démocratie» et de «droits de l'homme» en acceptant le multipartisme et donc des élections (même de façade).

Le multipartisme ne règle en rien les problèmes des sociétés africaines francophones, il a quelque peu modifié la manière de gouverner des dirigeants (ce qu'on appelle pudiquement «bonne gouvernance»). Ces derniers, n'ayant guère le choix, prennent acte de la mise sous tutelle de leur économie et du cadre de la concurrence au sein du capital mondialisé qu' ils n'ont, pour la majorité d'entre eux, jamais contesté, bien au contraire. Certains tentent de sortir du modèle de zone d'exclusivité économiques des secteurs stratégiques avec l'État français et ses multinationales tentaculaires. De fait, des dirigeants du pré-carré lorgnant sur leurs voisins non-francophones (Angola, Mozambique, Nigeria...) multiplient les partenaires économiques au grand dam des capitalistes français. Et c'est ainsi qu'on a vu les États-Unis, la Chine, le Canada, le Brésil ou l'Inde débarquer de manière plus significative dans des régions historiquement sous influence française. Pour y faire face, la France s'organise afin de mieux pérenniser cette influence. C'est pourquoi elle intervient lorsque ses intérêts sont menacés.

Avec la crise économique qui touche la France depuis 2008 conduisant à la mise en place des politiques d'austérité imposées aux travailleurs fait que les capitalistes français se recentrent avec intérêt sur l'Afrique. Les élites de l'hexagone ne cessent de pondre des rapports[5] sur le futur rôle que pourrait jouer l'Afrique et sa diaspora dans les prochaines décennies (croissance économique, démographique, urbaine et l'émergence d'une classe moyenne). On murmure qu'il « faut aller plus vite que les chinois». Le MEDEF International, de la voix de son directeur général adjoint Philippe Gautier, le dit clairement: « Les grands investisseurs internationaux asiatiques, latino-américain et américains investissent en Afrique. Les fonds de private equity [investissement en fonds propres] y arrivent. Et l'épargne africaine, en particulier celle de la diaspora, s'investit localement. C'est une nouveauté depuis dix ans ».

Et le président Hollande ne s'y trompe pas lorsqu'il annonce, la veille (!!) de l'intervention française en Centrafrique et du Sommet de l'Elysée pour la paix et de sécurité en Afrique, la création avec l'aide du MEDEF, d'une « fondation franco-africaine pour la croissance» lors du forum économique organisé à Bercy : «Nous pouvons évaluer à 200 000 le nombre d'emplois en France qui pourraient être créés en cinq ans si nous doublions nos exportations vers le continent africain »[6].

Ainsi, la dernière intervention du président Hollande et de son ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian en Centrafrique, après celle survenue au Mali en Janvier 2013, paraît aller de soi, telle la marche inexorable d'une domination sans fin...

* Nouvelle «ruée vers l'Afrique» ou «Nouveau partage de l'Afrique», c'est selon.

4- «Paris veut sa part du gâteau», Humanité.fr, le 06/12/13.

5- Rapport de Jean-Marie Bockel et de Jeanny Lorgeoux au titre évocateur «L'Afrique est notre avenir» ou celui de l'ancien ministre des affaires étrangères Hubert Védrine «Un partenariat pour l'avenir».

6- «La croissance africaine pourrait garantir 240.000 emplois à la France», Lemonde.fr, le 05/12/13.

Bienvenue dans un paradigme «françafricain»

Devenu territoire colonial français en 1903 sous le nom d'Oubangui-Chari, intégré au sein de l'AEF (Afrique équatoriale française) en 1910 et ce jusqu'en 1958, date à laquelle Barthélemy Boganda[7] proclame la République Centrafricaine, dont l'indépendance est acquise en 1960.

La Centrafrique est un pays situé en plein cœur de l'Afrique comme son nom l'indique, n'ayant pas moins de cinq pays limitrophes (Cameroun, Congo-Kinshasa, Soudan, Soudan du Sud et le Tchad). C'est un pays qui regorge de ressources (pétrole, or, diamant, uranium, bois, etc.) aussi vaste que la France avec plus de 620.000 km² mais les 6 millions d'âmes comptabilisées (80% de chrétiens, 20% de musulmans, mais tous animistes) sont, selon les chiffres d'organisations internationales, les plus pauvres du monde (analphabétisme record, espérance de vie de 44 ans, mortalité infantile importante, etc). Cette pauvreté est très marquée dans les régions du Nord et Est du pays où les populations sont totalement marginalisées des réseaux du pouvoir central de Bangui.

La Centrafrique est l'État africain qui a connu la plus longue et la plus forte influence française, plus d'ordre militaire qu'économique[8]. Une tutelle quasi ininterrompue de l'armée française, sur fond d'accords de coopération militaire.

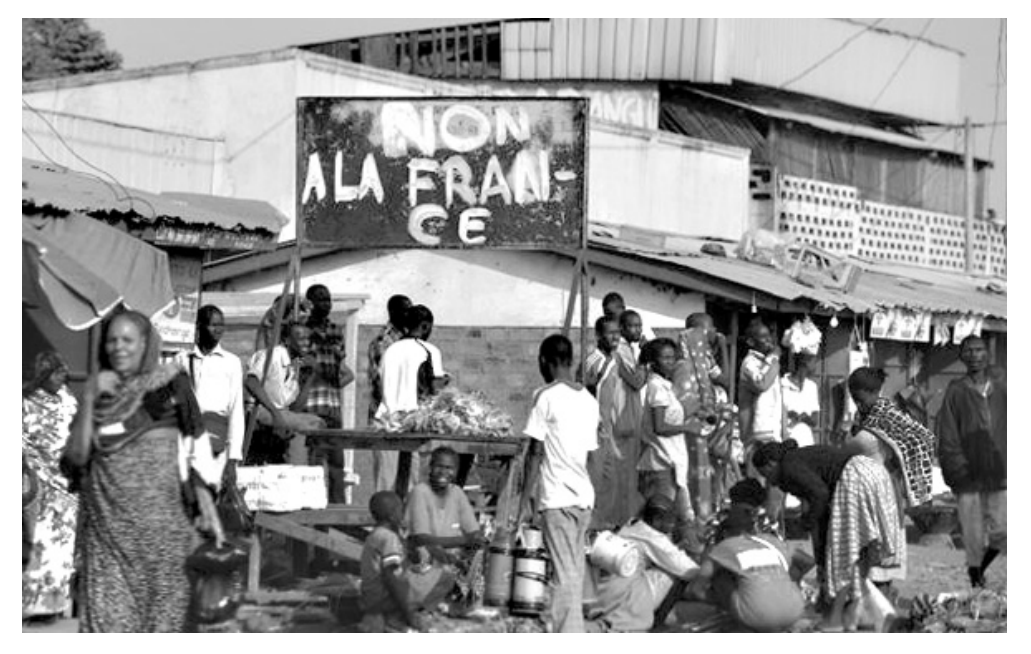
7- Barthélemy Boganda (1910-1959). Formé à l'école coloniale, député de l'Oubangui-Chari, prête défroqué, il est le père de l'indépendance centrafricaine. Fin politicien, tribun populaire, connu pour ses prises positions panafricaines agaçant les autorités coloniales qui le jugeaient « incontrôlable ». Il préconisait les États-Unis d'Afrique latine face aux anglophones. Il meurt dans un mystérieux accident d'avion en 1959 après avoir proclamé la République centrafricaine l'année précédente. Remplacé par Abel Goumba (1929-2009) qui sera lui même écarté du pouvoir par David Dacko.

8- Sources diplomatiques officielles, (http://www.diplomatie.gouv.fr/)«Les échanges commerciaux (52 M€) sont peu importants et les entreprises françaises peu nombreuses, mais la France reste le premier investisseur en RCA et a su, dans un contexte difficile, nouer des partenariats notamment dans les secteurs des services aux entreprises, des industries manufacturières, du commerce et des services bancaires. En dépit de l'instabilité politique et des risques sécuritaires, Air France, Bolloré (logistique et transport fluvial), Castel (boissons et sucre), Total (stockage et distribution des produits pétroliers), CFAO (distribution automobile) ont maintenu leurs implantations en RCA. L'arrivée en 2007 de France Télécom dans la téléphonie mobile marque un certain intérêt des investisseurs français. Les pillages consécutifs à la prise de Bangui par les rebelles le 24 mars ont fortement perturbé l'activité des entreprises françaises.

C'est sous le drapeau français qu'un certain Jean-Bedel Bokassa fit ses gammes. En effet, celui-ci renversa son cousin, David Dacko, président à poigne de la jeune république centrafricaine en 1965. S'ouvre alors une période ténébreuse pour les Centrafricains : le nouveau chef de l'État atteint un sommet inégalé de bouffonnerie et de burlesque qui prêterait à rire s'il n'avait pas été, dans le même temps, sanguinaire. Francophile patenté, il proposa même son aide au général De Gaulle pour réprimer les manifestations de Mai 68... Pour finir en beauté, il se fit, sans rires, sacré Empereur Bokassa Ier à la manière de Bonaparte, en 1977, avec l'appui gêné de Valéry Giscard d'Estaing qui n'oublie pas d'empocher quelques beaux diamants offerts par sa majesté...

Paris souhaite en finir avec cet ami qui fait honte, et travaille en sous-main à le remplacer. La population sort exsangue des délires personnels de Bokassa Ier. En deux ans, il est devient tellement impopulaire qu'en 1979, une révolte de lycéens éclate contre le prix élevé de leur uniforme scolaire imposé par l'empereur. Cette révolte, réprimée dans un bain de sang, sonne le glas de l'empire... Paris remet au pouvoir («l'opération barracuda») David Dacko pour seulement deux petites années: il sera une nouvelle fois évincé par un général, formé par Paris, André Kolingba, en 1981. Ce dernier défend les intérêts français et de son porte-feuille personnel. Secret de polichinelle, son éminence grise n'est autre qu'un agent secret de la DGSE (Direction Generale de la Sécurité Extérieure), le colonel Jean-Claude Mention. Paisiblement, le général et son proconsul, comme on l'appelle, sont les maîtres du pays jusqu'en 1993 où Ange-Félix Patassé arrive au pouvoir à l'issue des premières élections pluripartites du pays (après avoir manqué un coup d'État dans les années 80 avec l'aide d'un certain François Bozizé). Tout content de tirer sa légitimité du pouvoir des urnes, Patassé souhaite entamer des réformes malgré la déliquescence de l'Etat. De toute manière, il ne peut pas faire grand-chose, on l'accuse de corruption et de fait, son impopularité grandit. À peine est-il arrivé au pouvoir que son allié d'hier, le général Bozizé tente à maintes reprises de le lui arracher (pas moins de six tentatives de coups d'État entre 1995 et 2003). À Paris, on mène un double-jeu, on peut même parier sur les deux chevaux, on laisse voir lequel va sortir de ce duel et nuit le moins aux intérets. Une partie d'échecs se joue en Centrafrique avec pour arbitres des pays voisins qui aspirent à l'hégémonie régionale. En effet, Patassé a fait appel aux forces armées libyennes de Khadafi et aux groupes armés du congolais Jean-Pierre Bemba quand Bozizé a pour soutien le président tchadien Idriss Déby. Ces acteurs souhaitent avoir un droit de regard sur un pays en proie à une instabilité politique chronique. Tout particulièrement le Tchad soucieux de défendre ses intérêts (gisements pétroliers,etc.) et d'éviter une contagion dans son propre pays. Un petit remake de la guerre tchado-lybienne des années 80 en lame de fond... En fin de compte, une fois ses alliés partis, Patassé s'est retrouvé dépossédé de son pouvoir. Il va perdre cette partie d'échecs en 2003...

« La Centrafrique est l'État africain qui a connu la plus longue et la plus forte influence française »



Casse-tête centrafricain

Bozizé accède au pouvoir par la force. Une fois de plus, le centre de gravité du pouvoir s'est déplacé vers l'armée et est aussi instrumentalisé voire satellisé par un pays voisin: le Tchad d'Idriss Déby[9].

Bozizé organise des élections sous contrôle en 2005 qu'il remporte avec plus de 60% des voix. Il entérine «démocratiquement» son coup de force. Malgré les diverses «aides» accordés par la France, sous la forme de prêts pour tenter de juguler les déficits de l'État (12.8 millions d'euros en 2006)[10], il est très vite contesté. Il doit faire face à une opposition. Celle-ci est incarnée par un ex-allié, Michel Djotodia, homme du sérail, écarté du pouvoir pour des velléités séditieuses. Il crée l'UDFR (l'Union des forces démocratiques pour le rassemblement) et attaque, avec d'autres groupes alliés dont le FDPC (Front démocratique du peuple centrafricain) d'Abdoulaye Miskine, la ville de Birao située près de la frontière soudanaise. C'est une situation délicate dans la mesure où il y a la région limitrophe du Darfour, un espace riche en sous-sols, en proie aux conflits et aux massacres des populations depuis plusieurs années, qui sert de base arrière aux rebelles tchadiens hostiles à Idriss Déby. Il est possible que ces rebelles aient soutenu Djotodia et ses alliés.

La réaction des forces armées de Bozizé ne se fait pas attendre; elle est appuyée par l'armée tchadienne mais aussi par l'armée française qui lâche ses avions de chasse Mirage, parachutistes et légionnaires calmant les ardeurs des rebelles centrafricains. Ces bombardements sur Birao tuent les populations civiles ou les poussent à se déplacer et des exactions à caractère ethniques et anti-musulmanes sont commises par les forces armées centrafricaines.

Un accord de paix est signé entre Bozizé et Abdoulaye Miskine, sous la médiation de Khadafi, soucieux de soigner son image diplomatique, dans le cadre de la CEN-SAD (Communauté des États Sahélo-Sahariens). Or, cet accord n'arrange pas toutes les composantes rebelles. Cela souligne la fragilité des alliances entre les rebelles. Finalement un autre accord est signé au printemps 2007 entre Bozizé et le chef militaire de l'UDFR, Damane Zakaria. Cet accord prévoit, outre la fin des combats, la nécessité d'investissements économiques dans la région nord-est du pays, l'amnistie et l'intégration des forces rebelles dans l'armée régulière ainsi que sa participation dans le gouvernement. Il est suivi par des négociations, en 2008, pour l'Accord Global de Paix, à Libreville. Celles-ci se font sous le regard de plusieurs organisations régionales et internationales telles que l'Union Européenne, l'Union Africaine ou bien encore la CEMAC (Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale) dont le siège est à Bangui, et parrainé par Ali Bongo, président au Gabon, ami éternel de la France. Ces accords à répétition, qui laissent du répit aux populations civiles, est aussi l'occasion pour les chefs d'états africains et ceux de la diplomatie européenne de jouir d'une respectabilité régionale et internationale[11].

Un nouveau gouvernement est installé en début d'année 2009 et Bozizé promet des élections en 2011 qu'il gagne aisément avec plus de 65% des voix face à Patassé, son ennemi historique . Or, rien n'y fait puisque l'année suivante, les armes se font encore entendre: un groupe s'appelant la CPJP (Convention des patriotes pour la justice et pour la paix) s'empare de la ville de Birao....

9- «Le président Idriss déby veut faire de la Centrafrique son arrière-cour sécuritaire » Mondafrique.com, le 20/01/14.
10- «Bénin, Centrafrique, Cameroun, Mali: La laisse d'or», Survie.org, le 01/09/06.
11- «Texte de l'accord de paix global», Centrafrique-presse.com, le 23/06/08.

Guerre et intervention

C'est une guerre civile qui déchire la Centrafrique en ce début d'année 2010. Tout au cours de l'année, ce groupe rebelle attaque le Nord et Nord-Est du pays. Les rebelles de la CPJP souhaitent être pris au sérieux : ils n'ont pas été invités à la table du processus de paix. Mais, ils veulent surtout venger la mort de leur chef Charles Massi. C'est une situation politique bloquée qui va mener, courant 2012, à la création d'une coalition appelée Séléka, composée de groupes armés centrafricains, soudanais, tchadiens musulmans et/ou animistes dont la motivation est politique et non religieuse. Leur but : faire plier Bozizé.

« La France s'impose en championne de la défense de la veuve et de l'orphelin »

Cette coalition avance et réussit à prendre plusieurs villes situées au Nord du pays et à menacer le pouvoir de Bozizé tout au long de l'année 2012 qui est décisive. Un jeu de dupes s'opère. Le Tchad voyant l'impuissance du pouvoir central, change de cap. Dans sa quête de puissance régionale, Idriss Déby encourage même la rébellion. Quant à la France, elle laisse faire son allié sous-traitant tchadien et semble abandonner Bozizé. Elle ne lui pardonne sans doute pas ses alliances avec l'Afrique du sud, ou bien encore le fait d'avoir laisser à l'entreprise CNPC (China National Petroleum Corporation) de prospecter du pétrole dans la région Nord...[12]. Néanmoins, on apprend qu'il y a une mobilisation de soldats français à Libreville au Gabon et celle de l'aéroport de Bangui. Effectivement en cette fin d'année, Hollande et Le Drian ont d'autres plans pour le Mali[13]. Et puis soutenir Bozizé, arrivé au trône par la force, peut nuire à la propagande de consensus national autour de l'intervention future au Mali. Cela entraîne une ouverture de négociations pour un accord mais qui ne sera jamais respecté par les rebelles. De fait, ces derniers ont un rapport de force évident, et à chaque promesse non tenue (intégration des milices dans l'armée, l'accession aux statuts d'officiers,etc..) ils reprennent les armes. Au bout de plusieurs mois, ils arrivent aux abords de Bangui et combattent les forces armées régulières et les soldats sud-africains (présents en vertu d'accords militaires passés en 2007 entre Bangui et Pretoria)[14]. Ils finissent par prendre le palais présidentiel à Bangui le 24 mars 2013, date à laquelle Bozizé fuit au Cameroun. Michel Djotodia s'autoproclame alors président de la République Centrafricaine. Nouvel homme fort du pays, il est courtisé par des hommes d'affaires français ou africains. Sa sécurité est même assurée par une boîte privée française de sécurité[15]. Tout semble aller pour le mieux...

Mais les choses vont mal tourner. Malgré l'annonce de la dissolution de la Séléka, il y a des exactions sur la population banguissoise qui commence à s'organiser en milices appelées anti-balakas (anti-machettes) composées de chrétiens mais pas seulement. À l'origine, ces milices ont été créées contre le phénomène de «coupeurs de route» dans certaines régions du pays, à l'ouest particulièrement. Elles n'ont rien de confessionnelles, elles sont, avant tout, une réponse à une situation d'insécurité économique et sociale. «Adaptées» à la capitale Bangui et au contexte actuel, elles polarisent leurs actions contre les musulmans ou considérés comme tels[16]. Les fidèles de Bozizé font de la surenchère en exacerbant la tournure confessionnelle et ethnique du conflit. Des assassinats sont commis des deux cotés et la spirale de la violence ne peut être endiguée par Michel Djotodia, ni même par les forces africaines régionales. De plus, les puissances régionales amies de la France comme le Congo-Brazzaville de Denis Sassou Nguesso, et le Gabon d'Ali Bongo, se sont réunies au Tchad sur invitation d'Idriss Déby à N'djamena pour en finir avec Djotodia[17].

Le champ est donc libre pour le gouvernement français pour une propagande politico-médiatique. La France s'impose en championne de la défense «de la veuve et de l'orphelin», «des droits de l'homme», et «d'évitement d'un génocide». Il est plus aisé d'avoir pourri la situation puis de revenir en sauveur. Cette stratégie montre à quel point Paris possède un savoir-faire dans la gestion des conflits en Afrique[18].

Ironie de l'histoire ou pas, c'est le 5 décembre 2013, jour du décès de Nelson Mandela, que le pouvoir socialiste a la permission du conseil de sécurité de l'ONU pour vernir son action militaire en action humanitaire pour la Centrafrique, adoubée par la communauté internationale. Une opération qui fait consensus au sein de l'échiquier politique sauf chez certains progressistes, révolutionnaires et anti-impérialistes. Nous soulignons l'inertie des parlementaires communistes divisés sur la question mais surtout les scories bellicistes et l'élan cocardier de François Delapierre, secrétaire national du Parti de Gauche: «C'est légitime, le gouvernement n'interviendrait pas si nos intérêts nationaux n'étaient pas en jeu. En l'espèce, il s'agit notamment de l'uranium. L'alimentation énergétique de notre pays dépend de cette ressource que notre sous-sol ne produit guère. La Centrafrique dispose du gisement de Bakuma et de frontières stratégiques avec des voisins dotés du précieux minerai. Tant que le nucléaire restera la première source de production d'électricité dans notre pays, la France devra contrôler des gouvernements qui détiennent la clé des mines africaines»[19]. On pourrait lui demander à qui ça profite vraiment[20]...

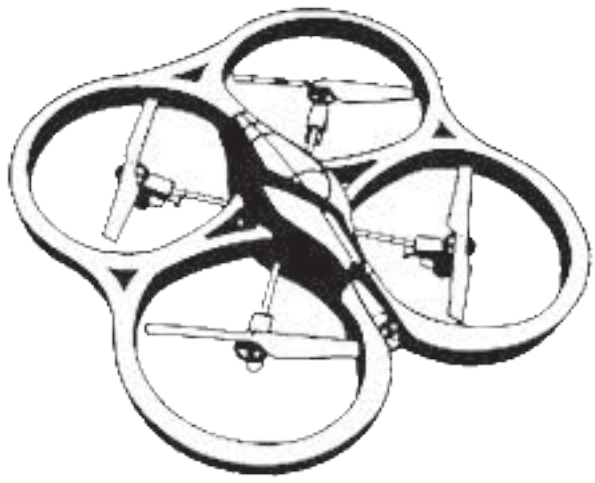
Après le félin serval, c'est le papillon Sangaris qui est repris comme nom d'opération. Les soldats français sont pas moins de 1600 soldats. Ils parviennent peu à peu à désarmer les rebelles du Séléka, mais ne parviennent pas stopper les tensions et les violences devenues inter-religieuses. Plusieurs milliers d'entre eux ne souhaitant ni l'intervention de la France, ni de la polarisation factice et mortifère du pays entre chrétiens et musulmans ont organisé des manifestations pour dénoncer le caractère impérialiste de l'opération Sangaris[21]. (voir photos)

Aujourd'hui, l'odyssée impérialiste suit son cours : les soldats français appuyés par des forces armées régionales fidèles de la FOMAC (Force multinationale de l'Afrique Centrale) intégrées au sein de la MISCA (Mission Internationale de Soutien à la Centrafrique sous conduite Africaine) sont toujours présentes. Le vote pour le prolongement de l'opération a été acté au parlement. Tout va bien pour le parti [néo]colonial. Ce vote enracine une mission qui risque de s'éterniser, comme au Mali. Et rien ne semble freiner la vague militariste prise par François Hollande.

12- «République centrafricaine, les enjeux pétroliers d'un conflit», Humanité.fr, le 12/12/13.
13- «180 militaires français supplémentaires en renfort à Bangui», Slateafrique.com, le 30/12/12.
14- «Retrait des soldats sud-africains de Centrafrique», Lemonde.fr, 04/04/13.
15- «Des mercenaires français pour protéger le président centrafricain», Rue89.com, le 19/07/13.
16- «Centrafrique: ni génocide, ni conflit religieux!», Survie.org, le 12/03/2014.
17- «Sangaris: La France au cœur du bourbier centrafricain», Survie.org, le 11/02/14
18- «Hollande annonce le début de l'intervention française», Lemonde.fr, le 05/12/13.
19- «La Centrafrique et l'Armorique», Lepartidegauche.fr, le 09/12/13.
20- «Areva: de l'affaire Uramin au trésor de guerre de Bozizé», Bakchich.info, le10/04/14.
21- «Manifestation anti-française à Bangui», Nouvelobs.com, le 23/12 /13.

QU'EST-CE QU'UN DRONE ?

Fin octobre, s'ouvrait à Toulouse la neuvième édition du salon SIANE, salon d'industriels du Sud, avec en guest star le drone. Fin novembre, c'est au salon de jeu des flics de France, le Milipol, que celui-ci se fait remarquer, devant les yeux ébahis et la bouche baveuse des forces de l'ordre. Du monstre de fer au coléoptère PVC, le drone définit une catégorie de véhicule, sans pilote humain à bord, qui emporte une charge utile, destinée à des missions de surveillance, de renseignement ou de combat. Et il a grave la cote. En activité depuis ses premières opérations de largage de tracts au Vietnam, le drone est le représentant officiel de la guerre propre des puissances occidentales. Il a fait ses premières armes (opérations de combat) au Kosovo et s'est établi comme prince du sombre ciel en Irak et en Afghanistan grâce au drone américain Predator, véritable terreur invisible. Du drone militaire au drone civil, il n'y a qu'un temps d'adaptation. Grâce aux ingénieurs israéliens et à leurs patrons qui tiennent une grande partie du marché, l'évolution technologique de ces engins semble sans limite. Quand la guerre devient un simple maintien de l'ordre, ce maintien de l'ordre ne connaît aucun problème de transfert vers des territoires « civils », à l'intérieur des terres pacifiées du capitalisme global, les métropoles. À travers quelques exemples éclatés, nous allons suivre des histoires de drones puis nous tenterons de comprendre le véritable enjeu de ces machines de « paix ».



Figures fractales de l'œil de Dieu

Pakistan

Comme un aigle virevoltant au gré des courants d'air, le drone Predator dessine des huit au dessus des plateaux et montagnes pakistanaises. À 15 000 mètres du sol, son œil scrute les moindres faits et gestes, attroupements et transactions. Rien n'est laissé au hasard, quoique. Cette altitude permet de distinguer des corps, des armes et des véhicules. Seulement, l'œil assassin hésite. Son opérateur, installé dans un des conteneurs de la base militaire du désert du Nevada, a pour ordre de détruire une cible, un stock d'armes ou un chef taliban la plupart du temps, un haut ponte d'Al Qaida les jours de propagande. Seulement, il ne les voit pas. Il les devine une fois l'indication donnée. Le temps entre l'ordre technique de lancement du missile et l'impact de celui-ci est d'environ huit secondes. Mais parfois, la bergerie ciblée, si vide et immobile, laisse apparaître un petit être à ses abords. Un gosse ou un chien, à cette altitude, c'est à peu près la même chose. Pas de retour en arrière possible. Boom. Un exemple parmi tant d'autres de l'intervention des cieux. Dommages collatéraux, stratégies de la tension et invisibilité. Le théâtre d'opérations du Pakistan Nord-Ouest n'a plus rien d'une guerre, c'est une mise à l'amende quotidienne où le drone a sonné le glas de la mort plus de deux mille fois depuis 2004.

Océan Indien

Guerre aux pirates ! Depuis 2009, des drones « Reaper » (utilisés en Afghanistan) et « Scan Eagle » survolent l'océan Indien, entre les côtes somaliennes et l'archipel des Seychelles, à la recherche de la tête de mort au collier de sabres croisés. Le point de vue qu'offre un drone, et les capteurs qu'il emporte entre ses ailes, donnent, non pas un avantage considérable, mais une suprématie irrémédiable dans le jeu du chat et de la souris. L'ironie, c'est que les drones « Scan Eagle » utilisés par les armées et les entreprises privées dans leur croisade étaient à l'origine destinés à l'analyse météorologique des océans ainsi qu'aux repérages des bancs de thon pour les pêcheurs, pêcheurs que ces pirates étaient avant que l'on ne pourrisse leur source d'approvisionnement de toutes sortes de produits expurgés des cales des supertankers, pétroliers et autres paquebots débordant de marchandises. Les techniques de pêche ravageuses orchestrées par les géants de l'industrie du poisson viennent conclure le pillage des habitants de la corne de l'Afrique. Face à cela, les quelques expropriations réussies restent de biens maigres lots de consolation, bien que les sommes récupérées se comptent en millions de dollars. Vive la lutte des pêcheurs somaliens !

Palestine

Le maintien de l'ordre est la définition la plus précise du cadre d'affrontement entre Israël et les populations palestiniennes depuis la guerre des six jours qui en 1967 signifia la défaite de l'alliance arabe contre le colon sioniste. Avec l'ouverture du marché du travail israélien aux palestiniens, c'est une assimilation basée sur l'exploitation et la neutralisation des volontés autonomistes, notamment par le contrôle de l'offre de travail et des ressources d'eau, qui s'est progressivement installée. Le développement des drones est en partie l'œuvre des laboratoires israéliens qui en fabriquent depuis maintenant trente-cinq ans (premier exportateur mondial devant les USA). Véritable zone de test, les territoires palestiniens sont acculés par les drones qui les survolent nuit et jour, à la recherche d'informations ou simplement pour montrer qu'ils sont là, qu'ils veillent. De 2008 à 2013, 2269 palestiniens ont été tués par l'armée israélienne, dont 911 par drones armés. Dans l'opération Pilier de défense, 143 des 171 Palestiniens tués par Israël en 2012 l'ont été dans des attaques de drones. Véritable visionnaire en matière de combat urbain, Israël ne suit pas son confrère ricain qui a décidé de tout miser sur des drones de combat plus performant, égalant les avions de chasse. Non, Israël, du fait de la promiscuité des zones de combat et des zones israéliennes civiles (prendre également en compte les colonies jouxtant les villages palestiniens), mise sur la miniaturisation des drones et le perfectionnement panoptique des systèmes embarqués, comme les capteurs vidéo, audio et sensoriels. Une approche urbaine qui ne peut que nous intéresser pour la suite des investigations concernant l'utilisation des drones dans les zones pacifiées des centres d'accumulation.

Frontière américano-mexicaine

Texas. Arizona. Frontière. Migrants. Il ne faut pas plus de mot pour comprendre ce qu'un drone vient faire là-dedans. Avec actuellement dix drones en sa possession, le CBP, le service des douanes et de protection des frontières ricain, couvre l'intégralité des routes migratoires tentant de se frayer un chemin pour l'El dorado US. Équipés de caméras jour/nuit et de détecteurs de mouvements, les premières utilisations ont démontré l'efficacité du matériel dans le désert de Sonora : sur 4000 migrants détectés, 1900 ont pu être arrêtés à la frontière. La seule raison pour laquelle les 2100 autres ont échappé aux chiens, c'est le manque de chiens. Mais ça ne suffit pas. Le service fait actuellement pression pour pouvoir réaliser des interceptions téléphoniques le long de la frontière et bien sûr armer ses drones de flashball, lacrymo et taser. Lorsque l'on sait que l'ouverture à l'espace aérien pour les drones aux States se déroulera dès 2015, il y a franchement de quoi s'inquiéter quant à la sécurité de nos crânes …

France

Deauville (2011) . C'est le G8 et il y en a plus d'un qui veulent en découdre avec les grands de ce monde. Les flics sont au taquet et vont avoir un appui de taille de la part de l'armée de l'air : mise à disposition d'un drone Harfang qui, contrairement à son habitude, ne servira pas à prévenir d'une éventuelle attaque aérienne, mais à suivre avec attention l'ensemble des groupes anti-G8 afin de contrôler leurs actions et prévenir d'éventuelles attaques. Il ne s'est franchement rien passé de fou à ce G8 là …

Banlieue 13

E.L.S.A. est le drone qui a été retenu par le Ministère de l'Intérieur pour couvrir les zones sensibles urbaines, quartiers ou encore manifestations. Après plusieurs tests apparemment convaincants au dessus du département de la Seine-Saint-Denis, le drone est désormais prêt à l'emploi pour le GIPN et les CRS. Et il veille. Avantage pour nous : ce drone ne vole qu'à 150 mètres en moyenne... Avec l'engouement de tous les politiciens de Marseille, on peut considérer que la chasse est ouverte : «Je demande à l'État de faire de Marseille un véritable laboratoire contre le crime, un laboratoire avec de nouveaux moyens technologiques. Maintenant, on a des drones, et on va s'en servir» (Eugène Caselli). À nos tire-chailles …

Londres

C'est la merde pour les prolos sur le territoire londonien comme peuvent en témoigner les émeutes qui ont ravagé les rues il y a un peu plus de deux ans. Alors certains se débrouillent comme ils peuvent. On squatte une cabane d'un ami, on loue une chambre miteuse chez un vendeur de sommeil ou encore on ouvre un bâtiment vide. Seulement, les flics ne sont pas de cet avis. A Slough, dans la banlieue ouest de Londres, la police municipale a envoyé un drone (loué 27 000 livres) pour débusquer les habitants clandestins, soupçonnés au nombre de 6500, à l'aide d'une caméra thermique accrochée au drone-espion. Chaque proprio fraudeur a reçu une amende de 250 livres et le droit d'assister à la destruction de sa cabane à outils. Rien n'est dit sur les gens qu'ils ont foutus à la rue.

The last one

Il y a encore beaucoup, mais vraiment beaucoup d'exemples. Alors on va en donner un dernier, de ceux du futur. Sur le site du ***Laboratoire Urbanisme Insurrectionnel***, l'auteur nous donne un avant goût du traquenard : « une miniaturisation extrême pouvant permettre à un engin camouflé de se déplacer en milieu urbain le plus discrètement possible, lui permettant également d'être ainsi moins vulnérable à un tir ennemi ; la seconde mission assignée à ces futurs insectes, est le vol à l'intérieur des bâtiments pour des missions d'observation, de surveillance, de reconnaissance, d'espionnage, voire d'attaque [robot insecte kamikaze pouvant exploser]. Une nouvelle arme contre les simples manifestants, les opposants politiques, les guérilleros urbains, qui pouvaient profiter des avantages de la grande ville pour se cacher, se dissimuler, se protéger. » Le dossier intitulé « Micro et Nano Drone en Ville » d'où est extraite cette citation viendra à merveille occuper vos soirées flip entre amis.

E.L.S.A
Hamé, Zone Libre, L'angle mort

" Les yeux de E.L.S.A. ne se posent pas sur n'importe qui ni n'importe quoi
Les yeux de E.L.S.A. en mode furtif survolent le 93
Vu d'en haut, le ghetto n'a plus de secrets qui tiennent
Pour le cyclope de l'hyper répression urbaine
Les yeux de E.L.S.A. en savent déjà beaucoup trop sur moi

Je ne supporte pas la promiscuité des mouchards
que toutes les polices du monde viennent gerber sur mon trottoir

Je me suis procuré le calibre, la lunette, apte à faire place nette le ciel est dégagé la vision parfaite
à moins d'un calcul erroné je la plume, je l'enclume, je la fume j'attends l'heure, rétine au viseur

Les yeux de E.L.S.A. ont cet air de famille ou jubilent
la patrie, l'ordre, la loi
Les données qu'elle récoltera seront transmises au sol à ses sœurs
ARIANE, EDVIGE et CRISTINA
Je ne supporte pas la promiscuité des mouchards
que toutes les polices du monde viennent gerber sur mon trottoir

Engin Léger de Surveillance ...Abattu
Je me suis procuré le calibre, la lunette, apte à faire place nette le ciel est dégagé la vision parfaite
à moins d'un calcul erroné je la plume, je l'enclume, je la fume j'attends l'heure, rétine au viseur "

Ce dont le drone est le nom

Dans chaque exemple cité ci-dessus, le drone agit comme un oracle, capable de prédiction, donc d'ordre. Là est sa force. Sa position physique, voir sans être vu, l'inscrit dans sa position sociale, celle d'une intouchabilité inquiétante. L'usage des drones se décline sur deux modes. Le premier, celui de l'action, de la frappe aérienne aux mouchards de squatteurs, agit comme établissement de réalités sociales et historiques, c'est-à-dire comme des exemples à l'appui du second mode. Ce second mode, que l'on appellera fantôme, est très certainement le plus performatif et le drone n'en est qu'un attribut. Le fantôme est cette chose impalpable qui nous dit qu'elle est là, au dessus, en dessous, dans nos têtes, à épier nos moindres faits et gestes, à la recherche d'un dérangement trop conséquent. La meilleure des polices agit ici et maintenant en intégrant dans chacune de nos actions ou pratiques quotidiennes l'œil de la normativité répressive, cet œil qui cadre nos envies pour que rien ne dépasse du processus journalier de production et de consommation, au pied de la lettre capitaliste. La formule du possible, du probable, avec quelques démonstrations passées, permet le bluff sécuritaire, un peu comme une caméra éteinte braquée sur nos épaules. La question centrale est alors : « Va-t'elle se déclencher ? ».
Ainsi, le drone s'inscrit dans l'ensemble de l'arsenal technologique agissant comme police structurelle. Cet arsenal n'a pas l'exclusif du titre policier. Un drone sert à accroître les rendements d'une exploitation agricole, un téléphone portable à joindre ses proches et un satellite à observer la fonte des glaces. Mais pas que … En effet, inutile de tenter de découvrir la primauté de l'un sur l'autre, entre technologie et police. On ira les fondre dans un même mode réflexif, celui de la collecte de données policées, afin de fluidifier et d'accroître l'accumulation capitaliste mondiale.
La police est à la technologie ce que la technologie est à la police : un recours indispensable. Moyens de collecte de données pour l'une, écoulements des stocks grâce à des clients boulimiques pour l'autre.
Si nous devons trouver ce qui distingue le drone des autres machines, c'est du côté du coup d'avance certain qu'il promet et dont il est dur de se déjouer, l'idéal panoptique. Le contrôle vu du ciel offre des capacités infinies en matière de repérage, thermique, infrarouge, X. Le contrôle au plus près de nos bouches, de nos yeux et de nos oreilles ouvre les portes de nos stratégies, qu'elles soient débrouillardes ou révolutionnaires.
Et vice et versa. De nombreux exemples ont démontré les capacités des forces subversives (pour parler en mode militaire) à détourner de son usage premier la technologie policière. Bien qu'une spécialité comme celle du drone semble inappropriable à première vue, il ne faudra que très peu de temps pour savoir l'utiliser à notre fin[1]. Et ils s'en défendront très certainement.
Mais s'il y a une chose qu'ils n'ont pas, qu'ils n'auront jamais, ces flics de tous pays, c'est le miracle de la loi du nombre. Une loi, qui, on peut l'espérer, les laissera entendre, par le biais de leurs petites oreilles portatives, qu'on a décidé de broyer leurs palais et qu'ils n'y pourront rien. En attendant, un artiste anglais propose des sweat-shirts anti-drone à un peu moins de 500 dollars … Y a pas à dire, le drone, ça pue.

Références incontournables pour aller plus loin :
Grégoire Chamayou, *Théorie du drone*, La Fabrique, 2013
Damoclès, *Robotisation de la guerre*, n°142, 2013 (Lettre d'informations de l'observatoire des armements)

1- Inutile de préciser que l'utilisation de tels engins pour des missions subversives recevra l'appellation juridique qu'elle mérite : Terrorisme.

CLASS N' CASSE

« Tiens, il pleut des pierres!? »

Voila bien ce qu'ont dû penser les agents de sécurité embauchés par Samsung pour «surveiller» le chantier qui est en train de pousser au Vietnam, dans le nord de la province de Thai Ngu Yen. Ce chantier, qui a coûté 3.2 milliards de dollars, doit être la plus grosse usine Samsung du monde. Mais tout ne s'y passe pas bien. Les tensions entre ouvriers et la milice privée ont été fréquentes jusqu'au 9 janvier 2013, date à laquelle un ouvrier est frappé par un agent de sécurité après une altercation. Vont s'en suivre deux jours d'émeutes où plus de deux mille ouvriers (sur dix mille) vont foutre le bordel sur le chantier, où les larbins de la bourgeoisie n'auront pas une minute de répit : pluie de pierres et de divers objets, incendies des véhicules des agents, sérieuses dégradations des locaux, agents de sécu grièvement blessés (dont plusieurs ont failli finir au feu). Après l'arrivée des renforts de police il faudra plus de trois heures pour calmer les ouvriers en colère.

Donc la prochaine fois qu'un agent de sécurité lèvera la main sur un ouvrier il y réfléchira peut être à deux fois...

CLASS N' CASSE

Une brèche s'est ouverte

Dans le camp de réfugiés d'Aida à Bethléem, comme souvent en Palestine, la population s'organise pour survivre et lutter contre l'impérialisme.
Dans la nuit du 21 mars, les jeunes du camp se sont attaqués au mur qui en encercle une grande partie et les prive de ce qui était, naguère, leurs champs d'oliviers, terrain de jeu et seul espace vert, ainsi que de tout accès à Jérusalem.
Cette nuit là, ils ont ouvert une brèche inédite dans cet immense bloc de béton pourtant surveillé de près par l'armée israélienne qui se poste à seulement quelques mètres de l'entrée du camp.
La réaction ne s'est pas faite attendre et l'armée a sécurisé par les armes cet accès direct aux territoires occupés et a répliqué à cet affront à grand coup d'arrestations, d'occupations de maisons et d'invasions du camp.
Seulement, le grillage provisoirement installé pour refermer l'orifice a été arraché à l'instant même où les militaires s'en sont écartés et le nouveau pan de mur venu remplacer celui endommagé fut de nouveau attaqué.
Le mercredi 26, ce symbole de l'apartheid israélien est parti en fumée, alimenté par une bonne dose de rage, suffisamment de pneus et un peu de gasoil. Comme quoi même le béton peut prendre feu….

Solidarité avec le prolétariat palestinien en lutte.
Vive la Palestine Libre !

CES VOISINS QUI VOUS VEULENT DU BIEN

LES COMITÉS DE QUARTIERS TOULOUSAINS

Démocratie participative, démocratie de proximité, démocratie citoyenne, que de jolies expressions à la définition flottante qui fleurissent dans la bouche des citoyens éclairés et de nombreux élus.
Le pouvoir au peuple galvanise les foules et le poing levé, on sort dans son quartier. Le poing gauche ou droit ? Peu importe, la famille citoyenne est là pour réunir gauchers et droitiers, sans égard à l'intensité de leur latéralité. Cette accueillante famille t'ouvre ses portes en bas de chez toi, tu y rencontreras tes voisins et tu pourras militer dans ton comité de quartier.

À Toulouse, les comités de quartiers sont assez actifs, et à l'image du reste des comités de quartier français, ils se sont construits en tant que puissance populaire dans les années 60/70, époque d'effervescence générale durant laquelle la préservation du patrimoine français s'affichait à l'écran comme une préoccupation contemporaine[1]. C'est souvent autour de cette problématique que se sont initialement formés les divers comités de quartiers. Ces comités, auto-organisés spontanément par des habitants ou des associations ont menés de nombreuses luttes locales contre des projets urbains qui attaquaient leur cadre d'habitation. On peut penser à titre d'exemple aux comités de quartiers de Toulouse rassemblés au début des années 70 contre un projet d'autoroutes le long des berges de la Garonne ; grâce à qui on peut aujourd'hui siroter quelques breuvages au bord de l'eau en nourrissant les mouettes.

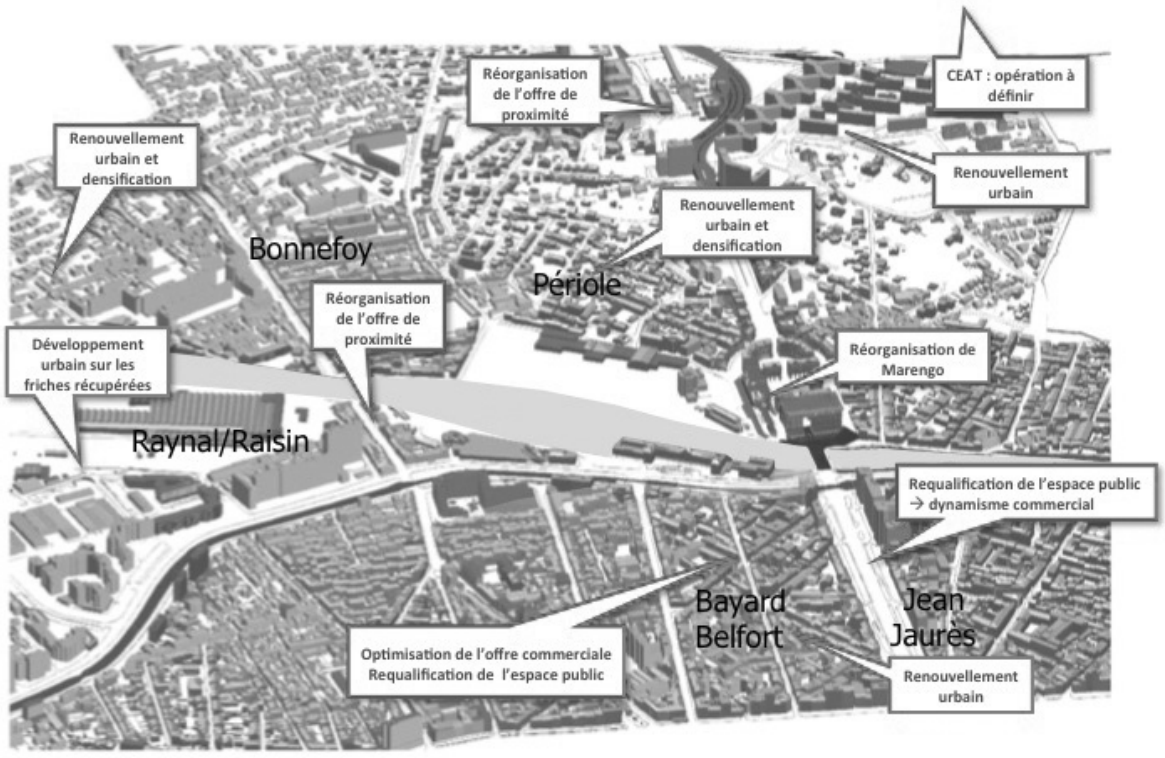
> ***« Une certaine communauté spatiale se constitue, et érige des intrus »***

Cette combativité des comités de quartier n'en reste pas moins bien intégrée dans la république, comme porteuse de l'idéal bien français du sens civique des citoyens. Progressivement, on voit par l'arsenal législatif comment les politiques ont ouvert l'espace démocratique aux comités de quartier, leur conférant ainsi une reconnaissance politique, qui légitimait dans le même temps la leur (de politique). La démocratie de proximité, souvent dite « participative », s'élève comme l'idéal d'une « vraie » démocratie qui inclurait ses citoyens d'une manière plus directe dans ses choix et ses projets. Plusieurs lois défendent cette démocratie de proximité, comme la loi Vaillant de 2002 qui oblige les communes de 80 000 habitants à se doter de conseils de quartier[2], ou d'autres qui comme cela s'est fait à Toulouse, contraignent la municipalité à consulter sa population pour la mise en place des Plans Locaux d'Urbanisme (PLU)[3]

Entre acteurs de la contestation sans autre bord politique que la bordure du trottoir voisin, et acteurs institutionnels censés représenter la population[4], les comités de quartier, en même temps qu'ils opposent une résistance populaire aux diverses politiques municipales promeuvent un citoyennisme adulé, force cohésive d'un système articulé en faveur de qui on sait.
La démocratie participative est à la mode, à gauche comme à droite, et pour que ça plaise autant c'est bien que de l'idée à la pratique ça pue la merde.

1- Emission « La France défigurée » de 1971 à 1977 qui pointait la destruction du patrimoine et de l'environnement dans le contexte d'urbanisation croissante, forts échos dans la population et relais médiatique pour des luttes locales.
2- Les élus municipaux peuvent fixer les règles de composition et de fonctionnement comme ils l'entendent.
3- Concertation de la population pour inspirer les urbanistes, Loi Bouchereau d'enquête publique une fois le plan arrêté, associations de personnes à l'élaboration… Mais bien-entendu concertation et enquête publique ne signifient pas un aval décisif et nécessaire, mais simplement une consultation.
4- Il faut également voir les circonstances et volontés politiques qui entourent ces lois, la loi Vaillant intervient dans un programme global de décentralisation, transférant davantage de compétences politiques et fiscales aux villes et agglomérations.

DES LUTTES POPULAIRES ORGANISEES SUR L' ULTRA-LOCAL



Nombreuses sont les attaques des divers techniciens de l'urbanisme, qui œuvrent pour un espace toujours plus rationalisé dans son rôle économique, ne se souciant de l'humain que dans sa rentabilité. A Toulouse, on peut évoquer entres autres le projet TESO qui transforme le quartier Matabiau en quartier d'affaires avec le passage de la LGV, la gentrification progressive d'Arnaud Bernard...[5] Le comité de quartier oppose à cette vision froidement technicienne la force du lien social qui se tisse pour défendre un espace d'habitation, d'habitudes, de patrimoine, de relations de voisinage, etc. Cet espace c'est le quartier.

Les comités de quartiers et les associations citoyennes de la ville communiquent entre elles et s'informent de leurs activités respectives par l'Union des Comités de Quartier (UCQ). Le rôle de l'UCQ s'arrête là. La démocratie de proximité portée par les comités de quartier ne dépasse pas le quartier. Au mieux, les CDQs s'associent entre eux contre les projets urbains qui touchent leurs périmètres respectifs. C'est ce qui se passe par exemple avec le Collectif Matabiau pour que le projet TESO intègre l'avis et les problématiques des habitants[6], ou ce qui s'est passé dans les 70's et qui nous permet de profiter de la Daurade aujourd'hui, et c'est quand même plus plaisant qu'une autoroute (même si aujourd'hui les batailles des habitants proclamés du quartier consistent plutôt à dégager les fêtards). Hormis ces cas spécifiques dans lesquels la lutte s'étend à du « micro-local » (quelques quartiers), la portée des luttes de CDQs s'agrippe à du « nano-local » (le sacro-saint quartier). Ce qui fédère, c'est le territoire, le lien affectif qu'on développe à son égard, la rencontre de certains intérêts communs avec les voisins, mais certainement pas l'idéologie. L'idéologie est tout de même sous-jacente, mais tellement intériorisée qu'on la considère moins comme une orientation politique et une prise de position que comme un gage de santé mentale, c'est celle du citoyennisme.

Pas d'orientation politique, ça permet d'unir les troupes, de rassembler tous les gens du quartier. Enfin « tous », c'est pas aussi sûr, et puis c'est pas souhaitable pour le bon fonctionnement, faut quand même se retrouver entre gens civilisés avec un certain respect pour la démocratie et ce qu'elle exige de courtoisie... Certes les comités de quartiers sont ouverts à tous le monde, mais faut bien le constater la composition sur-représentée en classes sociales hautes, propriétaires ou retraités, est un peu spécifique. Les actifs des CDQs sont surtout des bourgeois avec un certain enracinement dans le quartier, des gens suffisamment installés pour se sentir en partie propriétaire du quartier, ou qui ont du temps à investir dans l'associatif par leur qualité de retraité.[7] Leur mobilisation contre les projets urbains est souvent motivée par leur intérêt particulier (foncier pour beaucoup) et les amène ensuite à développer un sens collectif au sein du CDQ, renforçant le quartier en tant qu'espace relationnel, par la convergence de leurs intérêts particuliers. Convergence de leurs intérêts particuliers dans leur position sociale particulière. C'est amusant de faire un détour du côté de la Reynerie et de lire la gazette locale « Reynerie Miroir » du TO Mirail[8] colorée en logos municipaux, projets culturels et écolos, mais qui ne relaie étonnamment pas la mobilisation des habitants de la barre HLM Gluck contre le GPV et la destruction en œuvre de leur logements. Comme quoi des formes de lutte similaires dans la défense d'un habitat ne s'accordent pas aussi bien avec cet outil démocratique selon qu'on habite une propriété au centre ou qu'on loue un HLM en banlieue ...

> ***« Toute l'habileté politicienne consiste à donner à la population un sentiment d'emprise sur la politique municipale »***

En fin de compte cette convergence d'intérêts sur la gestion d'une territorialité crée un « Nous » avec ses critères d'inclusion : le citoyen du quartier est légitimé selon son habitat dans la zone, son ancrage temporel dans le quartier, son investissement dans le quartier. Une certaine communauté spatiale se constitue, et érige des intrus, des citoyens « non légitimes » : ceux qui ne correspondent pas aux critères des bons voisins, ceux qui sont de passage, ceux qui n'habitent pas le quartier, ou pas de la manière qu'on voudrait... A titre d 'exemple on peut citer le comité de quartier des Minimes qui s'est attelé à faire évacuer un campement de « roms », ou le comité de quartier des Ponts-Jumeaux dont le dynamisme pour dégager les personnes prostituées n'est plus à prouver.

5- Sans autre bord politique que la bordure du trottoir voisin

6- Projet Toulouse Euro Sud Ouest (TESO),le collectif Matabiau s'organise en résistance en regroupant CDQs Bonnefoy, Marengo-Jolimont-La Colonne, Bayard-Belfort, des Chalets et autres assos.

7- En France et comme ailleurs, derrière la position sociale des adhérents actifs, c'est souvent le luxe de pouvoir disposer de temps qui détermine la participation. D'où la bien connue main-mise des retraités sur les CDQs, et la sous-représentation des ouvriers. Suivant la logique, les chômeurs devraient commencer à affluer dans ces comités, mais les chômeurs ont en France d'autres habitudes d'organisation, moins légitimées et plus offensives que les structures de démocratie locale.

8- TO comme Toulouse Ouverture, TO7 association protestante qui a voulu ouvrir un espace d'aide pour les chômeurs, et qui regroupe désormais les autres assos de quartier par le TO Mirail (qui bénéficie de subventions municipales), en faisant le comité de quartier. Le journal du groupe « Ouvriers, gens d'ici », asso pourtant intégrée dans le TO Mirail, ainsi que leur site témoigne de la violence des destructions et de la mobilisation des habitants. La gazette « Reynerie Miroir » étant financée par la mairie, ces « oublis » ne nous étonnent au final qu'à moitié...

LE JEU DE L' APOLITISME COMME RESSORT CITOYENNISTE

Le 20/04/15, une manifestation classique de riverains soutenues par le comité de quartier de Borderouge qui défendent leur territoire contre la construction de logements sociaux et les intrus indésirwable qu'ils amènent.

Le citoyennisme unit les individus dans un destin et un territoire commun (la Cité). Cette idéologie porte en elle l'aspect gestionnaire et défensif d'un territoire, ainsi qu'un aspect social, soucieux de pérenniser la Cité sans conflits trop virulents. Pour cela, il s'agit de développer un sens du vivre-ensemble qui au delà des fractures politiques et des rapports de classe, rassemble chacun dans ce destin commun.

Si pour le moment on a surtout parlé de l'aspect défensif des CDQs, que ce soit envers des projets urbains ou des intrus, les CDQs accordent aussi une part non négligeable de leur activité à des initiatives populaires, témoignant de cet idéal du « vivre-ensemble ». Le CDQ d'Arnaud-Bernard a ainsi organisé depuis longtemps des repas de quartier (chaque semaine entre 1991 et 1993) qui revendiquent la rencontre et le partage comme des valeurs civiques. Ce principe a été repris par d'autres CDQs et est nationalement exalté avec la fête des voisins. Des initiatives de soutien scolaire, ainsi que d'autres formes de solidarité, mais également des activités culturelles, de loisirs, ou de sensibilisation à des sujets, sont menées par plusieurs comités de quartier. Bien entendu, certains plus que d'autres, et il est marrant de regarder par exemple le CDQ des Ponts-Jumeaux dont le compte-rendu du premier repas de quartier remercie l'UNSA Police pour sa participation...

Au final, même si chacun revendique le sens civique comme lanterne de ses actions, les acteurs associatifs citoyennistes ont des théories de voisinage fréquemment opposées, selon qu'ils accordent plus d'importance au quartier comme un territoire à défendre, ou au lien social comme armature du quartier. Ces oppositions se constatent entre les comités de quartiers, au sein de ceux-ci, entre les comités de quartiers et les autres acteurs citoyens comme les Associations de commerçants. A l'image de ce qui se passe à Arnaud Bernard avec un comité de quartier très actif dans le versant solidaire et culturel face à l'ACAAB (qui porte décidément bien son nom), ou encore avec l'Association de l'Etoile de Belfort, comité de quartier de Bayard, qui organise le petit marché du Jeudi Place Belfort, avec ses petits concerts et ses producteurs Bio face aux attentives d'organisation milicienne de son voisin Bayard Avenir, qui s'agite pour avoir plus de caméras, plus de répression, que les flics dégagent ceux qui zonent, ou que des milices privées puissent s'en charger...

En fait, conjointement aux objectifs divergents de la signification du « vivre-ensemble » pour les citoyens (perpétuer la cité dans sa force traditionnelle, protéger la propriété des concitoyens, protéger les intérêts économiques et la consommation, faire de la cité un lieu d'échange, etc), là où les citoyennistes divergent le plus délibérément c'est sur ceux qu'ils considèrent comme appartenant ou non au destin commun. En fonction de cette désignation, les citoyennistes excluront ou bien chercheront à intégrer (on peut dire à convertir), à impliquer dans leur communauté citoyenne les moins légitimes, les autres. A l'échelle des quartiers c'est la même.

Et puis, la force citoyenne du comité de quartier c'est son apolitisme. Comment il fait se réconcilier tout le monde en éloignant les ruptures politiques. On s'écoute, chacun dans le respect du jeu démocratique, comme résident équivalent dont les discours doivent être respectés. Et ces discours, pour ne pas s'envoler en débats idéologiques, ils vont se présenter comme des problématiques locales, sans portée politique. Ainsi, en tant que personne vertueuse qui se respecte, il ne s'agit pas de se prononcer contre la prostitution et de devoir dans ce cas envisager comment l'abolir et que faire des travailleuses et des vilains clients, mais de simplement dire que la prostitution ne peut pas se passer dans ce quartier (des capotes!! Et les enfants? Des pervers, je vous dis, des pervers, j'ai peur... Et l'image de notre quartier alors? Etc...). C'est ce que fait le CDQ des Ponts-Jumeaux, qui dit non sans cynisme que ce qui l'importe c'est que les prostituées aillent ailleurs, refusant toute vision plus large que sa micro-communauté citoyenne du quartier composée de gens respectables. Une vision d'ensemble qui porte sur une échelle plus large que ce quartier (ne serait-ce que jusqu'au quartier voisin), ou sur les conséquences de cette revendication sur les personnes non incluses dans cette communauté, est absente. Revendiquer que les prostituées dégagent du quartier n'a pas de sens politique, c'est l'expression respectable d'un résident importuné par des nuisances, à l'égal d'un voisin qui se plaindrait d'un bar bruyant. Pareil s'il s'agit d'un camp de dits « roms ». L'ultra-local vient dépolitiser tout propos. Les citoyens investis du CDQ ne se sentent responsables que de leur quartier, dans ses frontières géographiques de trottoirs et dans ses frontières humaines de voisins légitimes ...

Ces défenses de micro-territoire conjointes aux revendications sécuritaires donneraient une couleur bien fascisante s'il n'y avait que ces préoccupations. Les préoccupations plus sociales viennent compenser le tableau, comme une petite touche gauchiste pour réconcilier la conscience humaniste des adhérents qui ne se reconnaîtraient pas dans une orientation droitiste trop ostentatoire. Le but du CDQ est de rassembler, pour cela il faut partager un consensus affiché « apolitique ». Les opinions et requêtes de chacun deviennent ainsi respectables, loin des conflits inhérents aux confrontations politisées. Le racisme commun du fasciste qui s'ignore se libère, décomplexé de la couleur politiquement située de son propos. Ainsi on va pouvoir exiger de dégager un camp de fortune de dits roms, de foutre des familles à la rue, en en parlant comme des bêtes curieuses de documentaire animalier, en invoquant les mauvaises odeurs et les mœurs sauvages d'enfants urinant sur des murs d'école (il a pu besoin d'y aller, il a tout compris apparemment!), et dans le même temps s'apitoyer sur leur condition de vie et réclamer des sanitaires pour ce camp dont ils réclament l'expulsion (cf. Encart Camp de la Salade). Paradoxal ?

Non, juste l'expression de comment le leurre de l'apolitisme citoyenniste libère les tendances réactionnaires, leur expression, et par là leur développement.

PAS DE QUARTIER POUR LEURS COMITÉS

Dans un premier temps, si on ne s'arrête pas à l'image de grabataires grincheux et baveux, les CDQs peuvent être séduisants. Ce sont des outils réactifs. Ils se basent sur une auto-organisation et ils ont une certaine visibilité de leurs victoires (Prison Saint-Michel non détruite, Daurade conservée, etc). L'aspect populaire dans le sens de « décloisonné » car ouvert à tous séduit l'esprit citoyen qui poursuit un idéal de communauté solidaire basée sur la raison, sur le bon-sens, dans cette naïveté (faussement naïve pour beaucoup) inhérente à l'esprit communautaire qui veut que chaque membre de sa communauté soit respectable.

Dans un second temps, on réfléchit sur cette communauté, ici celle des habitants du quartiers réunis dans le comité, ses contours, ses intérêts, son fonctionnement, ses moyens d'actions, sa fonction.

Et puis on se rend compte que loin d'être cet outil d'opposition à un système lointain et centralisé dans lequel chacun n'a comme action que la délégation permanente, le CDQ est un tremplin à la démocratie institutionnelle qui soutient le système d'exploitation, démocratie excusée par sa bonne volonté des tournures excessives et tragiques de ce dernier.

La contestation est muselée par le jeu de réciprocité avec la municipalité, et ce qui lie les actifs du CDQ, ce lien affectif à leur territoire, la rend apolitiquement consensuelle. La bonne conscience d'un investissement généreux car citoyen ne cache pas longtemps la défense d'intérêts individuels cumulés. Et la générosité d'initiatives solidaires ne doit pas faire perdre de vue ce que l'action revendiquée citoyenne sous-entend et soutient. Si sur le papier un CDQ se dit ouvert à tous, c'est une complaisance dans un entre-soi qui se développe bien souvent, entre résidents influents, commerçants ou associations, classes sup et retraités, et dont la teneur politique est niée. Dans le contexte de fascisation rampante, le respect civique porté à chacun des membres permet alors l'épanouissement serein des requêtes et discours réactionnaires. La méthode de l'entrisme pour contrer cette tendance des comités de quartier, cette volonté de se réapproprier ces outils en apportant une conscience politique, ne sera pas notre démarche, en cela qu'elle joue le jeu du support institutionnel (la démocratie représentative) de cette idéologie (le citoyennisme), qui permet au capitalisme de nous maintenir pacifiés contre ses attaques.

Parce que le citoyennisme noie les conflits de classe au nom d'un intérêt prétendu général, il est un verrou aux possibilités révolutionnaires.

Panneau de Voisins Vigilants, entreprise encourageant les résidents, les mairies et les postes de police à créer des communautés de voisins délateurs avec comme devise « Si je n'alerte pas la police... Mon voisin le fera ! », dans une démarche de « participation citoyenne » pas si éloignée des valeurs des comités de quartier...

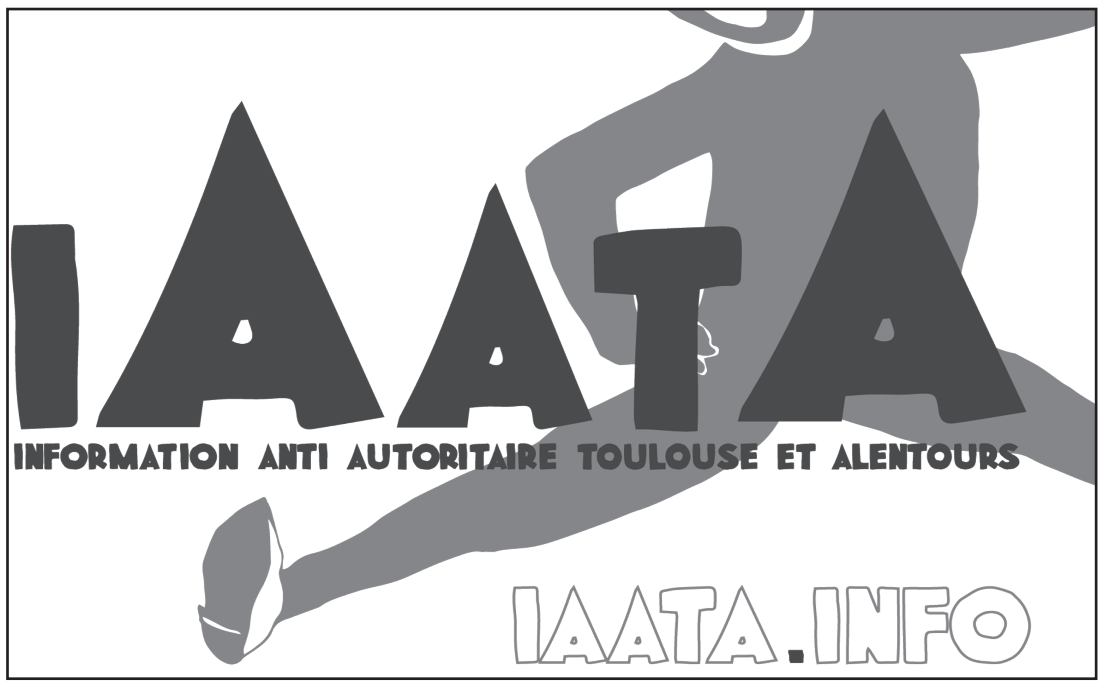
Ces riverains qui n'aimaient pas les Rroms

C'est l'histoire d'un camp de fortune qui gênait les riverains. Alors que la mairie préparait ses petits plans pour expulser une quarantaine de personnes du camp de la Salade, des gens du quartier se sont rendus au camp pour essayer de voir s'il était possible d'impulser une campagne anti-expulsion, avec l'aide du plus grand nombre. Les gens du camp étant chauds pour montrer qu'ils n'allaient pas se laisser faire, la petite tambouille commence.

Le comité de quartier de Minimes-Barrière de Paris plante un "Arbre Citoyen" sur le camp de la Salade, 1 mois après l'expulsion déjà oubliée de ses habitants.

Diffusion, tractage, contact avec des assos, le groupe veut créer un rapport de force qui permette aux gens de la Salade d'être relogés ensemble et de ne plus avoir à craindre les pelleteuses tous les quatre matins. Alors que l'avis d'expulsion avait déjà été délivré par un de ces fumiers à attaché-case, on apprend que l'adjointe au logement, qui s'est déjà faite connaître dans sa campagne anti-Créa, déboule avenue de Fronton, invitée par un Comité de Quartier des Minimes encore inconnu au bataillon. Tu m'étonnes. A peine arrivés à la salle municipale réservée par le Comité, on comprend le délire, mauvaise langue que nous sommes. Une petite collection de retraités, montres au poignet et bagues aux doigts, vient saluer un homme d'une soixantaine d'années, fort du titre de « Président du Comité de quartier Minimes-Barrière de Paris ». Cet homme vient alors nous saluer à son tour, se présentant, quelque peu dubitatif quant au bénéfice de notre présence à cette petite sauterie. « Qui êtes-vous ? ». « Des habitants. ».
Bon, on ne pouvait pas dire qu'on présentait bien mais la trentaine de personnes amassée à l'entrée de la salle avait de la gueule, et ce n'est pas l'adjointe au maire qui dira le contraire. Une demi-heure plus tard (c'est le temps qu'il a fallu à Monsieur le Président pour se faire taper sur les doigts par Madame l'adjointe non contente des invités surprises), on s'installe tous dans la salle, impatients d'entamer les débats. Après quelques minutes de langue de bois largement huées par l'auditoire, l'adjointe laisse la parole aux riverains, le gratin de la réaction. Le bruit et l'odeur. Tout simplement. Utilisant sans complexe des adjectifs destinés habituellement aux animaux, ces citoyens s'expriment dans leur bon droit de propriétaires de maisons attenantes au camp, qui plus est membres du Comité de Quartier. Imaginez, la musique jusqu'à tard, les excréments partout autour du camp, et cette odeur perpétuelle de plastique brulée. Mais les retraités ont tout de même du coeur. Ils s'inquiètent de l'absence de service sanitaire comme l'évacuation des eaux ou encore l'eau. « On ne veut plus de cette misère sous nos yeux ».
Grâce au traducteur, les habitants du camp ont le plaisir de recevoir ces gratulations dans leur langue, ce qui en fait sourire quelques uns jusqu'à ce qu'une personne du groupe précise qu'ils sont des êtres humains, comme mesdames, messieurs les proprios. Précision ma foi utile compte tenu des discussions, sur les moyens des proprios pour faire fuir les enfants qui s'aventuraient à proximité de leur grillage, qui avaient lieu en parallèle de la réunion. Cris dissuasifs et jets d'eau. On rit beaucoup de cette situation au fond de la salle. Sauf une, qui a l'air de particulièrement détester les bronzés, toute tendue sur sa chaise, fusillant du regard ces bestioles malfamées qui ont osé venir à la table des paroles. Au final, la discussion n'a rien donné, sauf peut-être un aperçu de ce qu'était un comité de quartier « en lutte ». Les gens du camp ont eu le droit à un autre terrain en friche adossé aux rails de chemin de fer, là où ils ne dérangeront personne. Un vrai pays de F.A.F.

CLIQUEZ SUR



ERRATUM
Comme certains d'entre vous l'ont remarqué il y a dans BadKids N°3 une erreur de relecture dans l'article « qu'est-ce que la gauche ? ». En effet dans la partie sur le « casier judiciaire de la gauche », concernant l'élection de Pétain, les socialistes votent main dans la main avec l'extrême-droite et le parti radical et non le parti communiste. Les députés communistes ayant été interdits dès le 26 septembre 39, avec d'ailleurs une forte majorité de voix provenant de la SFIO et du parti radical.
Toutes nos excuses donc pour cette erreur.
Le PCF traîne suffisamment de casseroles pour que nous ayons besoin d'en inventer !

L'équipe BK.

CLASS N' CASSE

La bataille de Burgos

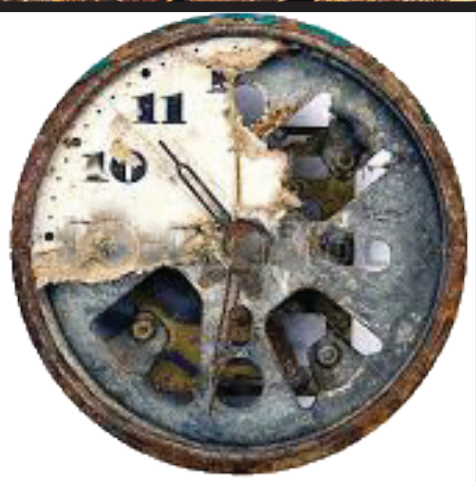
Une victoire du prolétariat émeutier...

Y a des endroits comme ça où les projets urbains passent mal. En même temps, pour vouloir péter la rue Vitoria, artère principale de Gamonal, un quartier populaire de Burgos, il a fallu pas mal d'arrogance aux bourrins qui portaient ce projet. D'une part, son coût : 8 millions d'euros a été difficile à piger dans un quartier durement touché par le chômage – et où la crèche a été fermée faute de sous. D'autre part, l'entreprise qui a hérité de ce marché juteux est dirigée par Mendez Pozo, sorte de seigneur local, président de la chambre de commerce de la ville et directeur du journal *El Diario de Burgos*. Un petit cadeau de son pote le maire, ça se fait souvent chez les bourgeois.
Peu de temps après le début des travaux, la petite affaire ne se passe pas comme prévu. Dans le rôle du grain de sable : les habitants de Gamonal*. La transformation à prix d'or de cette rue en boulevard a été l'étincelle qui, plusieurs nuits d'affilée, a mis le feu à cette ville moyenne, réputée ultra-conservatrice et connue pour ses clochers et ses cathos. Très vite en plus du rejet de ce projet urbain, les mots d'ordre des manifs s'étendent à la lutte contre la corruption et contre les flics, devenus des cibles encore plus prisées après les arrestations des premiers jours de révolte.
Mais les transformations urbaines ont aussi leurs propres contradictions, et le début des travaux a fourni aux émeutiers un terrain propice à la guerilla ainsi qu'un site d'approvisionnement en pierres, en barricades et en tranchées. Les habitants du quartier s'en sont donnés à cœur joie : banques attaquées, baraques de chantiers incendiées, barricades et poubelles enflammées et cerise sur le gâteau : une dizaine de flics K-O ! En somme, quelques plumes laissées dans la bagarre pour ceux qui pensaient déjà à leurs pots de fleurs et pistes cyclables à 6 zéros.
La nuit tombée, des sympathisants des villes voisines sont bien venus prêter main forte aux émeutiers pour s'affronter aux « CRS » et leurs renforts envoyés sur place. Ça aurait pu rester une affaire locale, mais la solidarité de classe est contagieuse et dans pas moins d'une quarantaine de villes d'Espagne elle s'est exprimée, avec bris de verre et feux de joie. Mais dans les palais, on commence à s'inquiéter. Dès lors, la révolte qui a débutée le 10 janvier, ne pouvait plus s'arrêter qu'avec le retrait du projet. Le maire de Burgos, le bien nommé Juan Lacalle, sous la pression de ses chefs à lui, a fait machine arrière et déclaré cinq jours après le début des émeutes : «Nous voyons l'impossibilité matérielle de mener à bien ce chantier et nous avons décidé d'arrêter définitivement les travaux et de parier sur le retour au calme dans la ville ». Il est joueur... Rappelons-lui que tout pari comporte un risque. Reste maintenant à remblayer, et à la charge de la mairie vaincue de s'empresser de le faire, de préférence avec des pavés. Ce que les habitants du quartier seraient en droit de revendiquer en vue des prochaines batailles.

* En 2006, un projet de parking municipal avait déjà mis le feu aux poudres dans le même quartier.

DISQUETTE DE L'ÉCONOMIE NUMÉRO 4
LA PLUS-VALUE (ABSOLUE ET RELATIVE)

L'économie et tout ce qui s'y rattache sont des notions explicables et compréhensibles par tous. Dans cette rubrique, nous nous attacherons à expliquer des notions majeures du système économique capitaliste. Il s'agit de comprendre cette économie et ses disquettes pour pouvoir la critiquer, la remettre en cause, la penser comme destructible. Comprendre l'économie, c'est comprendre la place qu'elle nous assigne dans son horlogerie, et préférer exploser le cadran plutôt que serrer la vis.
L'économie capitaliste se présente aujourd'hui comme le système naturel qui fait suite aux systèmes de production passés, et les critiques qui sont faites ne remettent souvent en cause qu'une partie du fonctionnement. On pense que la critique doit être globale, l'économie et toutes ces composantes sont des créations bourgeoises qui n'ont rien de naturel. Montrer du doigt tel ou tel rouage n'est que masquer ou repousser le problème posé par le fonctionnement capitaliste, puisque tout ce système est une horlogerie dans laquelle toutes les pièces s'aident mutuellement à tourner. Ce n'est pas parce qu'on change une composante que le tic tac nous fera moins chier.



Nous avons abordé précédemment la question (centrale) de la valeur à travers l'explication de son origine (le travail humain) et également de sa relation avec ce que l'on appelle les prix des marchandises.

Ici, maintenant et tout de suite, voilà pour vous « la plus-value, absolue et relative » !

On a déjà expliqué que les capitalistes en nous faisant travailler n'achètent pas notre travail mais bien notre force de travail[1], en ce sens ils consomment notre capacité à travailler dans un procès de travail qu'ils ont mis en place.
Tout d'abord rappelons ce qu'est la plus-value, dans le schéma qui suit :
- **AC** représente la journée de travail d'un prolétaire (par exemple 8h) dans sa totalité,
- **AB** le temps (par exemple 3h) durant lequel le travailleur en question réalise une valeur égale à son salaire (appelé également « travail nécessaire »),
- **BC** la partie de la journée de travail durant laquelle le travailleur produit une valeur supplémentaire à ce qui permet de payer son salaire (appelé le « surtravail »).

A----------B----------C

La plus-value du capitaliste qui te/nous emploie chaque jour, provient directement de BC. Disons même qu'elle est égale à BC moins divers « coûts » (matières premières, frais des locaux, des machines...).

La plus-value absolue

C'est, pourrait-on dire, le point de départ de ce qui fonde le possible de l'exploitation capitaliste et ce sur quoi le capital s'est reposé à ses débuts pour s'accroître. Une sorte de réflexe à la question : comment augmenter la plus-value [c'est-à-dire BC] ? Et bien en allongeant la journée de travail pardi !
Logique implacable : si je produis l'équivalent de mon salaire en trois heures de travail par exemple, alors plus ma journée de travail [AC] est longue (disons qu'elle passe de 8 à 10h) plus la part extorquée par le(s) capitaliste(s) qui m'emploie(nt) est grande [BC qui passe de 5 à 7h de travail « gratuit » dans cet exemple].
C'est ainsi que l'on a pu assister dans les longs débuts du capitalisme jusque dans une bonne partie du 20ème siècle à des journées de travail salarié de 12, 14 ou 16h voir même davantage ! D'ailleurs cette situation existe dans encore bon nombre de régions de monde, en Asie par exemple, ou pour certaines professions aux statuts spéciaux. Et la tendance dans les pays occidentaux est bien maintenant de revenir à des journées de travail plus longue (sans augmenter les salaires bien sur, en tout cas proportionnellement), ce qui se ferra à coup sur à partir des notions « d'effort » ou de « fin des privilèges » comme c'est le cas à chaque nouvelle attaque patronale !
Mais l'augmentation de la plus-value de manière absolue rencontra et rencontre toujours plusieurs limites :
Premièrement une limite « temporelle » : en effet une journée dure 24h, ça pour l'instant c'est difficile à bouger. Et en plus, au grand dam de nos patrons, on a des besoins physiques qui nous prennent du temps : manger, dormir... qui s'ils ne sont pas respectés risquent d'influer véritablement sur nos capacités de travail (en plus de notre espérance de vie). Donc difficile de tirer beaucoup plus de ce côté de la corde !
Deuxièmement une limite « sociale », en effet (et heureusement) les travailleurs de tout pays ont pendant longtemps trouvé dans ces journées de travail interminables une des causes principales de leurs malheurs. C'est donc très logiquement que la question de la limitation de la journée de travail constitua un des grands combats du mouvement ouvrier international (pour la journée de 10, de 9 puis de 8h par exemple).
Le problème c'est que le capital doit toujours croître[2], et donc trouver un autre moyen d'augmenter BC.

A--------B----------C
A--------B----------C
Augmentation de la plus-value absolue
Passage d'une journée de 8h à 10h de travail

La plus-value relative

Reprenons le schéma de départ. Faute de pouvoir étendre la journée de travail [AC] indéfiniment, le seul autre moyen d'augmenter la part de surtravail [BC] dans une journée de travail aux limites fixes est bien de raccourcir le temps de travail nécessaire[3] [AB]. Si, pour un salaire donné, l'ouvrier ne peut travailler indéfiniment plus longtemps, il peut cependant travailler plus vite !

Reprenons l'exemple de Nora, qui a arrêté de travailler pour l'usine de chaussure (délocalisation peut-être...) et travail désormais pour une chaîne de fast-food où elle confectionne des burgers. Elle est payée 50€ par jour pour 7 heures de travail (ce qui lui permet presque de s'en sortir une fois les courses, le loyer et les factures payés, paraîtrait même qu'en économisant quelques mois elle pourrait s'acheter un ipod). Il y a quelques mois elle et ses collègues produisaient 400 burgers chacun en moyenne. Depuis le gérant du fast-food (qui aimerait bien s'acheter une nouvelle bagnole, genre porche cette fois) a décidé de réorganiser les postes de travail et d'augmenter les cadences. Résultat au bout de quelques jours d'adaptation : Nora arrive désormais à en produire environ 550 pour le même temps de travail qu'avant.
Le patron la félicite, elle a tenu le coup (elle doit maintenant prendre des médicaments pour son stress mais ça fait partie de la compétition) et grâce à elle l'entreprise prospère. Tant pis pour Guillaume, son collègue, qui lui n'a pas tenu le coup et s'est fait licencier. En plus il a pas été remplacé puisque avec ces nouvelles cadences ils arrivent maintenant à faire le boulot de 5 à 4 en cuisine...
Concrètement ce qui s'est passé c'est que Nora produit maintenant l'équivalent de son salaire [soit AB, disons 50 burgers] en moins de temps qu'avant. Donc tout en la faisant travailler le même nombre d'heures, son patron a clairement fait augmenter la valeur que produit Nora, et son profit à lui. C'est ce qu'on appelle augmenter la plus-value relative [la part de BC dans la ligne AC à augmenté].

A----------B----------C
A--------B----------C
Augmentation de la plus-value relative
Par l'accélération des cadences

L'histoire du capitalisme est remplie d'exemples allant dans ce sens. Industriels, cadres, techniciens, sociologues, psychologues, aujourd'hui beaucoup de personnes travaillent à ce que nous soyons davantage productifs (avec plus ou moins de réussite). L'industriel Taylor fut l'un des pionniers de l'objectif de productivité, il a systématisé un ensemble de techniques visant à accroître la rentabilité de ses ouvriers. Il s'agit de simplifier à l'extrême les tâches et de chronométrer chaque tâche accomplie par son salarié, le tout dans un soucis de coopération (nous reviendrons la dessus). Suivra l'émergence des chaînes de montage et de la division du travail qui l'accompagne. Mais les modèles dont l'objectif affiché est d'en finir avec la « flânerie » des ouvriers (les fameux « temps morts »[4]) seront nombreux. L' « optimisation » des gestes est couplée du contrôle permanent de l'assiduité des ouvriers.

Aujourd'hui, de nouvelles techniques de management ont fait évoluer les stratégies propres à booster la productivité des travailleurs. Que ce soit dans les sphères productives comme dans ceux de la vente ou de la simple circulation des marchandises ; des centres d'appels au géant américain Amazon, qui fait parler de lui ces derniers temps pour le rythme effréné imposé à ses salariés et ses procédés « innovants » pour les y astreindre[5].
Mais le processus est en fait double : le fait d'augmenter massivement la productivité des salariés des branches de consommation courante entraîne la baisse du prix des ces mêmes biens nécessaires à la reproduction de la force de travail. Et si notre reproduction coûte moins cher il est alors possible de nous payer moins et donc ainsi une nouvelle fois d'augmenter la part de surtravail [BC].
Bref cette logique semble infinie. Heureusement le capitalisme est avant tout un système rempli de limites[6] et de contradictions. Nous en aborderons une lors du prochain numéro : la baisse tendancielle du taux de profit.

1- C'est bien là que réside la spécificité de la marchandise « force de travail » comparativement à tout autre type de marchandise. Elle est la seule qui puisse, entre les mains d'un capitaliste, faire croître sa valeur (en l'incorporant aux marchandises produites) ! Mais rappelons nous également que cette même force de travail n'est pas vendu en bloc, toute entière, mais bien pour un temps imparti : 1 jour, 1mois...

2- Nous aborderons cette question de la nécessaire croissance du capital dans les prochaines disquettes de l'économie, en particulier la prochaine. Disons que son auto-expansion est une nécessité pour sa survie, que ce soit vers de nouveaux marchés ou de nouveaux territoires/populations, en plus d'être son essence même (pourquoi investir du capital si à la fin du processus production/vente le capital reste le même?)

3- Une prochaine disquette de l'économie abordera plus précisément cette question du travail nécessaire, celle sur le salaire et la reproduction de la force de travail. Simplement il s'agit de comprendre que la valeur de notre force de travail (son fameux « coût », comme parlent les patrons sans blague) correspond à la valeur des moyens nécessaires à notre subsistance. C'est à dire ce qui nous permet de retourner au travail le lendemain en gros (nourriture, logement, santé...) mais aussi ce qui nous permet d'être plus productif (loisirs, repos, formation...) et enfin ce qui nous permet de procréer (donc de reproduire cette même force de travail à l'échelle de la société). On voit donc que cette dernière à des limites relativement « étirables ».

4- On a tous déjà connu ça : l'important dans beaucoup de taf c'est de ne jamais être surpris en train de ne rien faire. Il vaut mieux faire semblant (toujours une pièce, un outil, un balais, un dossier dans les mains) comme on dit...

5- « Travaillez dur, amusez-vous, écrivez l'histoire » est sans rire leur slogan. Ils vendent le concept d'une entreprise jeune et dynamique dont le sort dépend de l'enthousiasme de ses travailleurs. Les plus rapides sont récompensés par des « goodies » (des lots). Et pour les plus ambitieux, dénoncer un collègue oisif peut permettre de gagner un poste de chef d'équipe. Dans les entrepôts, de la musique dicte le rythme (du hard rock pour le rush de Noël) et tout un tas d'activités, paternalistes et infantilisantes, sont censées faire naître un sentiment d'appartenance à l'entreprise.

6- Nous ne l'avons pas abordé mais la recherche de plus-value relative est aussi confrontée à de nombreuses limites. Les exploités ont aussi comme fâcheuse habitude de lutter contre les cadences jugées trop inhumaines. De la grève du « zèle » au sabotage de la machine pour ralentir le processus, les procédés sont nombreux...